



CREATIVE SPIRIT, SUSTAINABLE IDEAS

RAPPORT ANNUEL 2020



FLORIDIENNE

GROUP

COMPTES CONSOLIDÉS 2020

SOMMAIRE

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE	01
COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS	02
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL	03
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ	04
ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES	05
NOTES	06
1 Présentation de l'entreprise	06
2 Base de préparation	06
3 Principes comptables significatifs	08
4 Gestion du capital	14
5 Informations sectorielles	14
6 Produits et charges opérationnel(le)s	17
7 Amortissements et pertes de valeur	18
8 Résultat sur cession d'actifs financiers non courants	18
9 Résultat financier et charge des dettes	19
10 Impôts sur le résultat	19
11 Immobilisations incorporelles et Goodwill	20
12 Immobilisations corporelles et actifs au titre du droit d'utilisation	23
13 Participations mises en équivalence	26
14 Actifs et passifs d'impôts différés	28
15 Autres actifs non courants et courants	29
16 Actifs non courants détenus en vue de la vente	30
17 Stocks - stocks biologiques	33
18 Autres actifs financiers courants	34
19 Trésorerie et équivalents de trésorerie	34
20 Dettes portant intérêts	34
21 Provisions	36
22 Avantages du personnel	37
23 Autres passifs	39
24 Capitaux propres	39
25 Bénéfice par action	40
26 Actifs et passifs éventuels, droits et engagements	40
27 Instruments financiers et gestion des risques financiers	41
28 Informations relatives aux parties liées	46
29 Événements postérieurs à la date de clôture	47
30 Filiales et entreprises associées	48
31 Données relatives à l'emploi	49
32 Note relative aux impacts de changements de périmètre	50
33 Comptes statutaires de Floridienne SA	52
34 Lexique - Mesure de performance alternative (APM)	52
RAPPORT DU COMMISSAIRE	53
CALENDRIER FINANCIER	61

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ACTIFS EN EUR MILLIERS	Note	31/12/20	31/12/19
ACTIFS NON COURANTS		187 709	167 787
Immobilisations incorporelles	11	4 187	5 070
Goodwill	11	96 405	72 898
Actifs au titre du droit d'utilisation	12	8 384	4 719
Immobilisations corporelles	12	66 257	72 724
Participations mises en équivalence	13	2 604	4 765
Actifs d'impôts différés	14	4 357	2 131
Autres actifs	15	5 514	5 480
ACTIFS COURANTS		203 048	177 330
Stocks	17	46 973	54 111
Stocks biologiques	17	3 508	3 209
Créances commerciales	26	61 230	80 379
Actifs d'impôts courants		9 548	8 678
Autres actifs financiers	18	616	602
Trésorerie et équivalents de trésorerie	19	49 477	22 091
Autres actifs	15	9 041	8 260
		180 391	177 330
Actifs détenus en vue de la vente	16	22 657	0
TOTAL DE L'ACTIF		390 756	345 118

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS EN EUR MILLIERS	Note	31/12/20	31/12/19
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	24	142 883	143 374
Capitaux propres de Floridienne		117 292	119 728
Intérêts minoritaires		25 591	23 646
PASSIFS		247 874	201 744
Passifs non courants		138 670	91 243
Dettes portant intérêts	20	119 221	74 606
Dettes d'obligation locative	20	6 370	3 429
Subsides reçus		2 574	2 560
Provisions	21	1 319	1 454
Avantages du personnel	22	1 859	1 843
Passifs d'impôts différés	14	2 888	2 986
Autres dettes long terme	20	4 439	4 365
Passifs courants		109 204	110 501
Dettes portant intérêts	20	28 915	39 502
Dettes d'obligation locative	20	1 857	1 365
Subsides reçus		199	279
Provisions	21	27	237
Avantages du personnel	22	731	538
Dettes commerciales	26	30 351	48 362
Passifs d'impôts courants		6 631	4 324
Autres passifs	23	20 911	15 893
		89 622	110 501
Passifs associés aux actifs détenus en vue de la vente	16	19 582	0
TOTAL DU PASSIF		390 756	345 118

Les fonds propres consolidés sont stables et s'élèvent à € 142,9 millions au 31 décembre 2020, contre € 143,4 millions au 31 décembre 2019.

La dette financière nette du Groupe a augmenté de € 6,6 millions en 2020, à € 98,7 millions (à l'exclusion des dettes d'obligation locative – IFRS 16). Cette augmentation s'explique principalement par les investissements réalisés au cours de l'exercice et, en particulier, par l'acquisition par notre filiale Biobest de la société américaine Beneficial Insectary Inc. en novembre 2020. La situation de trésorerie consolidée est solide à € 49,5 millions.

COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS

	Note	31/12/20	31/12/19
PRODUITS OPERATIONNELS		380 287	417 928
Chiffre d'affaires		373 942	410 328
Autres produits opérationnels	6	6 345	7 599
CHARGES OPERATIONNELLES (-)		-342 238	-383 532
Approvisionnements et matières premières		-193 519	-231 227
Frais de personnel		-75 792	-72 344
Autres charges opérationnelles	6	-72 927	-79 962
EBITDA		38 049	34 395
Amortissements et pertes de valeur	7	-18 667	-13 386
RESULTAT OPERATIONNEL		19 382	21 009
Résultat sur cessions d'actifs non courants	8	-404	21
Charge des dettes	9	-3 443	-3 484
Résultat financier	9	-153	594
Quote-part dans le résultat net des participations mises en équivalence	13	48	383
RESULTAT AVANT IMPOTS		15 430	18 522
Impôt sur le résultat	10	-6 987	-5 368
RESULTAT CONSOLIDE DE LA PERIODE		8 443	13 154
Attribuable aux actionnaires de Floridienne		4 273	9 108
Attribuable aux intérêts minoritaires		4 170	4 046
Résultat net part Floridienne par action de base	25	4,36	9,30
Résultat net part Floridienne par action diluée	25	4,36	9,30

Le chiffre d'affaires 2020 de Floridienne Groupe s'élève à € 373,9 millions, en baisse de 9% par rapport à € 410,3 millions en 2019. Cette diminution de € 36,4 millions ou 9% du chiffre d'affaires s'explique principalement par la perte de certains marchés de négoce de saumons, l'impact négatif du COVID-19 sur nos ventes en Food Service et la sortie d'IKA du périmètre de consolidation, le 30 septembre 2020 à la suite de sa cession.

L'EBITDA s'élève à € 38,0 millions au 31 décembre 2020, en croissance de € 3,7 millions par rapport à € 34,4 millions au 31 décembre 2019. Les trois Divisions du Groupe Floridienne ont présenté une forte résilience dans le contexte historiquement difficile lié à l'épidémie de COVID-19 et rapportent un EBITDA stable ou en progrès par rapport à l'exercice précédent.

Les amortissements et pertes de valeur s'élèvent à € 18,7 millions. Les pertes de valeurs portent principalement sur certaines activités de notre Division Life Sciences (€ 2,9 millions) ainsi que sur la perte de valeur de € 1,2 million actée le 30 juin 2020 sur le goodwill des activités de la société allemande IKA, notre filiale active dans les stabilisants PVC.

Le résultat opérationnel diminue de € 1,6 million en raison des pertes de valeur exceptionnelles enregistrées. Il s'élève à € 19,4 millions en 2020 par rapport à € 21,0 millions l'année précédente.

La cession d'IKA a été clôturée le 6 octobre 2020 et s'est traduite par une perte comptable de € 1,6 million présentée en pertes de valeur pour € 1,2 million (enregistrées au 30 juin 2020) et en résultat sur cession d'actifs non courants pour € 0,4 million.

Le Groupe clôture ainsi son exercice 2020 sur un résultat net consolidé en recul à € 8,4 millions, soit une diminution de € 4,7 millions par rapport à € 13,2 millions en 2019. Le résultat net part du Groupe baisse à € 4,3 millions, contre € 9,1 millions au 31 décembre 2019.

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

	31/12/20	31/12/19
Résultat consolidé de l'exercice	8 443	13 154
Autres éléments du résultat global		
Éléments pouvant être reclassés dans le compte de résultats durant les exercices ultérieurs		
Variations à la juste valeur des actifs financiers par le biais des autres éléments du résultat global (FVOCI)		
Gain/perte (net) sur les couvertures de flux de trésorerie	547	-146
Écarts de conversion liés aux sociétés consolidées	-6 327	-493
Autres variations		
Éléments ne pouvant pas être reclassés dans le compte de résultats durant les exercices ultérieurs		
Gains et (pertes) actuariels au titre des prestations définies		
TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL POUR LA PÉRIODE APRÈS IMPÔTS	2 663	12 515
Imputable aux :		
Actionnaires de Floridienne	-336	8 569
Minoritaires	2 999	3 946

Les écarts de conversion par rapport au TRY et USD (voir note 27 (e)) expliquent l'augmentation significative constatée en 2020.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

	Notes	31/12/20	31/12/19
Résultat de l'exercice avant impôts		15 430	18 522
Amortissements - pertes de valeur	7, 11	18 885	13 404
Réduction de valeur sur stock		195	3
Résultat des sociétés mises en équivalence	13	-48	-383
Provisions	21	67	0
Plus/moins valeurs sur cessions d'actifs	8	643	-3
Impôts de l'exercice	10	-6 618	-5 501
Charges financières	9	4 378	4 431
Autres		868	-1 942
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT		33 801	28 531
Variation actifs/passifs circulants			
Stocks	17	-2 136	-978
Créances et autres	27	995	-7 162
Dettes	27	-6 270	1 873
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT		-7 410	-6 267
CASH FLOW NET RELATIF AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		26 390	22 264
Opérations d'investissements			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	11	-991	-1 704
Acquisitions d'immobilisations corporelles	12	-14 543	-20 261
Acquisitions d'immobilisations financières sous déduction de trésorerie acquise	13, 15	-29 292	-2 665
Acquisitions d'autres immobilisations financières	13, 15	-9	0
Nouveaux prêts	15	-471	-129
TOTAL DES INVESTISSEMENTS		-45 305	-24 759
Opérations de désinvestissements			
Cessions d'immobilisations incorporelles	11	31	5
Cessions d'immobilisations corporelles	12	241	327
Cessions d'immobilisations financières sous déduction de trésorerie cédée	13, 15	9 185	21
Revenus de participations		99	0
Remboursement de prêts	15	115	280
TOTAL DES DESINVESTISSEMENTS		9 671	632
TRESORERIE D'INVESTISSEMENT		-35 634	-24 127
Opérations de financement			
Augmentations de capital des minoritaires (participations ne donnant pas le contrôle)		662	0
Acquisitions et cessions d'actifs financiers courants		-18	26
Nouveaux emprunts et subsides	20	56 055	17 259
Remboursement des dettes financières	20	-6 018	-17 353
Variation du découvert bancaire	20	-5 746	2 684
Charges financières		-4 378	-4 431
Dividendes versés par la maison mère		0	-2 057
Variation des actions propres		0	0
Dividendes versés par les filiales aux minoritaires		-2 295	-2 064
TRESORERIE DE FINANCEMENT (+/-)		38 262	-5 936
VARIATION DE TRESORERIE		29 018	-7 799
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice		22 091	29 822
Variation nette		29 018	-7 799
Ecart de conversion		-1 472	68
Autres mouvements		0	0
Trésorerie à la clôture de l'exercice		49 637	22 091

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Prime d'émission	Réserves de réévaluation	Actions propres	Réserves de consoli- dation	Ecart de conversion	Capitaux propres de Floridienne	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
Solde d'ouverture au 01/01/2019	4 855	30 570	(124)	(1 868)	89 745	(10 275)	112 903	20 102	133 005
Résultat de l'exercice					9 108		9 108	4 046	13 154
Autres éléments du résultat global			(146)			(393)	(539)	(100)	(639)
Résultat global total	-	-	(146)	-	9 108	(393)	8 569	3 946	12 515
Augmentations de capital							-		-
Augmentation de capital filiales souscrite par des tiers							-		-
Dividendes					(2 056)		(2 056)	(2 064)	(4 120)
(Achats)/ventes d'actions propres							-		-
Options de vente accordées							-		-
Regroupement d'entreprises					312		312	1 662	1 974
Solde de clôture au 31/12/2019	4 855	30 570	(270)	(1 868)	97 109	(10 668)	119 728	23 646	143 374
Solde d'ouverture au 01/01/2020	4 855	30 570	(270)	(1 868)	97 109	(10 668)	119 728	23 646	143 374
Résultat de l'exercice					4 273		4 273	4 170	8 443
Autres éléments du résultat global			547			(5 156)	(4 609)	(1 171)	(5 780)
Résultat global total	-	-	547	-	4 273	(5 156)	(336)	2 999	2 663
Augmentations de capital							-		-
Augmentation de capital filiales souscrite par des tiers							-	710	710
Dividendes							-	(2 277)	(2 277)
(Achats)/ventes d'actions propres							-		-
Réestimation des dettes liées aux options de ventes et d'achats avec les minoritaires					(1 456)		(1 456)		(1 456)
Opérations avec les minoritaires					(645)		(645)	514	(131)
Solde de clôture au 31/12/2020	4 855	30 570	277	(1 868)	99 281	(15 824)	117 291	25 592	142 883

En 2020, les capitaux propres ont été majoritairement impactés par :

- Le résultat consolidé de l'exercice à concurrence de € 8,4 millions.
- Les dividendes payés aux minoritaires par certaines participations consolidées au titre de l'exercice 2020 s'élèvent à € -2,3 millions.
- La variation des écarts de conversion (€ -5,8 millions).
- La réestimation des dettes liées aux options de ventes et d'achats avec les minoritaires (- € 1,5 million).
- Une transaction impactant le pourcentage de détention sur des filiales sans entraîner une modification du pouvoir de contrôle (€ 0,6 million).

Pour rappel, concernant l'exercice 2019, Floridienne n'a pas distribué de dividendes en raison des incertitudes liées à l'épidémie du coronavirus COVID-19.

Concernant l'exercice 2020, le Conseil d'Administration de Floridienne proposera à l'Assemblée Générale de Floridienne de payer un dividende brut de € 2,3 par action.

NOTES

NOTE 1 : PRESENTATION DE L'ENTREPRISE

FLORIDIENNE S.A. est une société anonyme dont le siège social est établi en Belgique, Drève Richelle 161 P Boîte 4 à 1410 Waterloo (n° d'entreprise 0403.064.593).

Les états financiers consolidés de la Société au 31 décembre 2020 portent sur une période de 12 mois clôturée le 31 décembre 2020 et regroupent ceux de la Société ainsi que des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation tel que décrit dans le rapport annuel.

FLORIDIENNE est un Groupe industriel belge qui occupe des positions de leader européen ou mondial dans des niches de marché ou des marchés de niche. Ses activités se concentrent sur trois secteurs : Gourmet Food, Life Sciences et Chemicals. Floridienne vise des participations majoritaires ou à 50/50 avec des partenaires adhérant à ses valeurs d'esprit d'entreprise, de respect des personnes et des engagements, d'ouverture sur le monde et d'innovation au service du développement durable.

Le Groupe est coté à la Bourse Euronext Bruxelles (ISIN BE 0003215143), ce qui lui donne une visibilité internationale et un accès aux marchés des capitaux lui permettant de mener à bien son développement.

La Société est détenue à 81,68% par des actionnaires nominatifs privés et à 8,44% par la Société Régionale d'Investissement Wallonne (S.R.I.W.). Floridienne détient 1,74% de ses propres titres. Le solde des titres (8,14%) se trouve sous une forme dématérialisée.

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 25 mars 2021 selon le principe de continuité d'exploitation, en milliers d'euros, arrondis au millier d'euros le plus proche.

NOTE 2 : BASE DE PREPARATION

(a) Déclaration de conformité

Le Conseil d'Administration atteste qu'à sa connaissance :

- Les états financiers au 31 décembre 2020 établis conformément aux normes comptables applicables, donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de Floridienne et des entreprises comprises dans la consolidation.
- Le rapport de gestion contient un exposé fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation de Floridienne et des entreprises comprises dans sa consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.
- Le rapport de gestion contient un exposé fidèle des événements importants et des principales transactions entre parties liées qui ont eu lieu pendant l'exercice, et de leur incidence sur les états financiers.

(b) Principes généraux et normes applicables :

Les états financiers consolidés ont été établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros, arrondis au millier le plus proche.

La préparation des états financiers consolidés en conformité avec les normes IFRS requiert l'utilisation de certaines estimations comptables critiques. Elle exige également de la direction quelle exerce son jugement dans le cadre du processus d'application des conventions comptables du Groupe. Les domaines impliquant un niveau plus élevé de jugement ou de complexité, ou les domaines dans lesquels les hypothèses et les estimations sont importantes pour les états financiers consolidés, sont repris dans la Note 2.

(c) Changements obligatoires de méthodes comptables :

Une série de modifications des normes sont obligatoirement adoptées pour la première fois à compter de l'exercice 2020, dont les plus importantes sont décrites ci-après. Cependant, le Groupe ne doit pas modifier ses méthodes comptables ni procéder à des ajustements rétroactifs à la suite de l'adoption de ces modifications et améliorations des normes.

IFRS 3 – Regroupements d'entreprises

Les modifications s'appliquent aux acquisitions d'actifs et aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe à l'ouverture ou après l'ouverture du premier exercice ouvert à compter du 1er janvier 2020. Ces modifications d'IFRS 3 portent sur la définition d'une entreprise pour aider les sociétés à déterminer si les activités et les actifs qu'elles ont acquis constituent une entreprise ou simplement un groupe d'actifs.

Cette définition modifiée d'une entreprise a été appliquée par Floridienne pour évaluer si les acquisitions réalisées en 2020 (voir Note 32) doivent être considérées comme des acquisitions d'entreprise. Le résultat de ces évaluations n'a pas été différent selon les directives modifiées. Floridienne a décidé de ne pas effectuer le test de concentration facultatif qui est autorisé en vertu des directives modifiées.

IFRS 9 – Instruments financiers et IFRS 7 Instruments financiers :

Les modifications apportées aux normes IFRS 9 Instruments financiers et IFRS 7 Instruments financiers portent notamment sur l'information à fournir dans le cadre de la réforme des taux d'intérêt de référence pendant la période d'incertitude liée à la réforme de l'IBOR. Le Groupe Floridienne a recours d'une façon très limitée à la comptabilité de couverture et l'impact de ces modifications aux normes IFRS 9 et IFRS 7 n'est dès lors pas significatif pour le Groupe.

(d) Textes en vigueur après la date de clôture

L'IASB n'a publié aucune norme ni modifié ou amélioré les normes qui ne sont pas encore en vigueur et qui pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés du Groupe

(e) Recours à des estimations et jugements

Dans le cadre de la préparation des états financiers selon les normes IFRS, il incombe à la direction du Groupe d'établir un certain nombre d'estimations et d'hypothèses. Celles-ci ont une incidence sur l'application des principes ainsi que sur les montants rapportés en termes d'actifs et de passifs mais aussi en termes de charges et de produits.

Ces estimations et hypothèses s'appuient sur des expériences passées et sur divers autres éléments pouvant être considérés comme pertinents.

Les estimations et les hypothèses qui les sous-tendent sont examinées et révisées chaque année. Tout changement d'une estimation est comptabilisé au cours de la période pendant laquelle il est opéré, à la condition qu'il n'ait d'incidence que sur cette période.

Plus spécifiquement, les informations sur les principales sources d'estimation, d'incertitude et de jugements critiques lors de l'application des principes comptables, et qui ont un impact le plus important sur les montants comptabilisés dans les états financiers sont relatives aux :

- **Tests de perte de valeur.** Lors de la clôture de nos états financiers nous avons réalisé une valorisation de nos différentes unités génératrices de trésorerie selon la méthode DCF (basée sur des budgets sur 3 ans approuvés par le Conseil d'Administration des entités juridiques) pour laquelle nous détaillons la méthode et les résultats dans la Note 11.
- **Valorisation actuarielle** de nos plans de pension à prestation définie (DB-plans) conclus au niveau de FLORIDIENNE SA pour ses employés cadres. Le Groupe n'a pas procédé à une réestimation de ces plans de pension au 31 décembre 2020 étant donné que la durée restante et le nombre de bénéficiaires dans le plan reste très limité et qu'il a été jugé que les paramètres (population, hypothèses actuarielles, etc.) sous-jacents ont peu évolué pendant l'exercice 2020. Lors de la dernière valorisation actuarielle de notre plan de pension à prestation définie, réalisée au 31 décembre 2014, nous avons retenu les hypothèses suivantes : discount rate de 0,70%, future salary increase de 3,00%, social security increase de 2,00%, pension and death ceiling increase de 2,00% et tables de mortalité MR-3/FR-3. Jusqu'en 2014, le Groupe réalisait une valorisation actuarielle chaque année. Vu le nombre de bénéficiaires très limité et la durée restante à courir limitée, il a été décidé d'actualiser la valorisation lorsque les bénéficiaires ou les hypothèses actuarielles connaissent une évolution significative. Fin 2020, le Groupe a jugé, tenant compte des paramètres utilisés lors de la dernière mise à jour, de ne pas procéder à une réévaluation des obligations actuarielles au niveau de FLORIDIENNE SA. Pour les autres entités du groupe ayant des obligation ou plans de pension significatives, une mise à jour a eu lieu.
- **Investissements en capital évalués à la juste valeur et dont les variations sont comptabilisées en capitaux propres (société non cotée).** Les investissements qui ne sont pas cotés sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable par une autre technique de valorisation sont maintenus au coût historique.
- **Impôts.** Les actifs d'impôts différés sur les pertes fiscales à récupérer sont comptabilisés dans la mesure où il est établi sur base des business plans des entités qu'il existe une probabilité élevée que les bénéfices imposables des 3 prochaines années permettent aux pertes fiscales et crédits d'impôts d'être utilisés. Les entités du groupe qui cumulent plusieurs années de pertes consécutives ne comptabilisent par ailleurs plus d'impôts différés.
- **Provisions.** L'impact des obligations environnementales dans le secteur chimique est estimé sur base des meilleures données disponibles à la clôture, en tenant compte des charges probables liées à l'adaptation des processus de production et au renouvellement des permis d'exploitation.
- **Evaluation du contrôle sur les filiales, co-entreprises et entreprises associées.** Conformément à la norme IFRS 10 (IFRS 10.B80-B83), le Groupe met régulièrement à jour son appréciation sur le « contrôle » exercé sur les filiales et co-entreprises. Cette mise à jour a principalement eu un impact en 2018 sur l'appréciation de son pouvoir de contrôle sur la société Biobest Maroc, société détenue à 50% et consolidée (jusqu'au 30 juin 2018) par mise en équivalence (« equity method »).

En effet, sur la base des faits et circonstances, le Groupe est d'avis qu'il exerce le contrôle (exclusif) de facto sur les activités principales de la société depuis juillet 2018. Ce jugement est notamment motivé par plusieurs arguments (démontrés) indiquant que le Groupe (i) détient le pouvoir sur les activités pertinentes de la société (ii) est exposé à des rendements variables de cette entité et (iii) a la capacité d'utiliser son pouvoir afin d'impacter ses rendements. Sur la base des faits et circonstances (IFRS 10.B18), le management a considéré que le Groupe dispose (depuis juillet 2018) de la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité.

Sur base de cette analyse, la société Biobest Maroc est consolidée globalement depuis le 1er juillet 2018. Cette prise de contrôle a été traitée comme une « acquisition par étapes » (Step acquisition – IFRS 3).

Nous faisons référence à notre rapport annuel sur l'exercice 2018 pour les détails de l'impact sur les états financiers consolidés.

(f) Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les états financiers de chaque entité du Groupe sont présentés dans la devise principale de l'environnement économique dans lequel la société exerce ses activités (sa devise fonctionnelle). Les états financiers consolidés sont exprimés dans la devise fonctionnelle de Floridienne, à savoir l'Euro, qui est la devise de présentation des états financiers consolidés.

La détermination de la devise de l'environnement économique (devise fonctionnelle) fait l'objet d'un jugement du management sur base de facteurs spécifiques liés aux transactions réalisées par la société. Dans les cas où la devise fonctionnelle devrait être modifiée, l'entité appliquerait la nouvelle devise fonctionnelle de façon prospective.

NOTE 3 : PRINCIPES COMPTABLES SIGNIFICATIFS

Les états financiers consolidés, établis avant répartition bénéficiaire, comprennent ceux de FLORIDIENNE S.A. et de ses filiales (le « Groupe »), ainsi que les intérêts du groupe dans les co-entreprises et entreprises associées mises en équivalence. Les filiales, co-entreprises et entreprises associées importantes clôturent leurs comptes au 31 décembre.

1. Principes de consolidation

Le Groupe exerce le contrôle sur une filiale, quand les critères suivants sont rencontrés :

- pouvoir sur l'autre entité ;
- exposition, ou droits, à des rendements variables de cette autre entité, et
- capacité d'utiliser son pouvoir afin d'impacter ses rendements.

Sociétés contrôlées

Les sociétés contrôlées sont les entités pour lesquelles le Groupe est exposé à des rendements variables en raison de ses liens avec ces entités et dispose de la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir que Floridienne détient sur ces entités. Les sociétés contrôlées sont consolidées.

Les soldes et transactions intra-groupe ainsi que les résultats latents sont éliminés. Les sociétés nouvellement acquises sont consolidées dès la date de prise de contrôle.

Co-entreprises

Une coentreprise est une entreprise sur laquelle Floridienne exerce un contrôle conjoint avec une ou plusieurs autres parties et pour laquelle les parties ont des droits sur l'actif net de l'entreprise. Le contrôle conjoint est le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entreprise, qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

Ces coentreprises sont comptabilisées dans les états financiers consolidés selon la méthode de mise en équivalence.

Entreprises associées

Si le Groupe a une influence notable dans une société, la participation détenue dans celle-ci est considérée comme une entreprise associée. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques.

Les entreprises associées sont comptabilisées dans les états financiers consolidés selon la méthode de la mise en équivalence.

Une participation est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence à partir de la date à laquelle elle devient une participation dans une entreprise associée ou une co-entreprise. Selon la méthode de la mise en équivalence, la participation dans une entreprise associée ou une co-entreprise est comptabilisée au coût lors de la comptabilisation initiale. En l'absence de définition dans les normes de la notion de coût, le Groupe considère en cas de passage d'une participation disponible à la vente à une entreprise associée, la juste valeur à la date de la première mise en équivalence comme le coût. La réserve de réévaluation constituée jusqu'à cette date est transférée en réserves consolidées.

Cession de filiales

Lorsque le Groupe cesse d'exercer un contrôle sur une filiale, la participation restante détenue dans celle-ci est réévaluée à la juste valeur à la date de la transaction, et la variation par rapport à la valeur comptable de cette participation est constatée dans les fonds propres (Autres éléments du résultat global – OCI) (FVOCI-option), sans reclassement en compte de résultat ultérieure. La juste valeur retenue est la valeur comptable initiale à des fins de comptabilisation ultérieure de la participation retenue comme une entreprise liée, une co-entreprise ou un actif financier.

2. Regroupements d'entreprises et Goodwill

Quand le groupe acquiert une entité, les actifs et passifs identifiables de l'entité acquise sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

La contrepartie transférée dans un regroupement d'entreprises correspond à la juste valeur des actifs transférés (y compris la trésorerie), des passifs assumés et des instruments de capitaux propres émis par le groupe en échange du contrôle de l'entité acquise. Les coûts directement liés à l'acquisition sont généralement comptabilisés en résultat.

Le goodwill est évalué comme étant la différence positive entre les deux éléments suivants :

- la somme de (i) la contrepartie transférée et, le cas échéant, (ii) du montant des participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) dans l'entité acquise et (iii) de la juste valeur des participations déjà détenues par le groupe préalablement à la prise de contrôle ;
- et le montant net à la date d'acquisition des actifs et passifs identifiables acquis et assumés.

Si, après confirmation des valeurs, cette différence s'avère négative (« Badwill »), ce montant est immédiatement comptabilisé en résultat en tant que profit.

Le goodwill est porté à l'actif du bilan, sous la rubrique « Goodwill » et fait l'objet d'un test de dépréciation annuel (« impairment test ») qui consiste à comparer la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie (« UGT ») auxquelles le goodwill a été affecté à leur valeur comptable (y compris le goodwill). Si cette dernière est supérieure, une dépréciation est constatée en résultat. Le goodwill sur les participations mises en équivalence est intégré dans la valeur des participations mises en équivalence.

Dans l'évaluation du goodwill telle qu'exposée ci-dessus, le montant des participations ne donnant pas le contrôle est, en général, évalué, à la quote-part de l'actif net identifiable de l'entité acquise (principe de « partial goodwill method »). Cependant, lors de la comptabilisation de la prise de contrôle sur Biobest Maroc (cf. supra) et la prise de contrôle sur la société australienne Bugs for Bugs au 1er janvier 2019, le Groupe a opté pour l'application de l'option « full goodwill » ce qui signifie que le « minoritaire » (participation ne donnant pas le contrôle) a été évalué à la juste valeur avec la contrepartie en goodwill (principe de « full goodwill »).

Lors d'une prise de contrôle réalisée par phases, le goodwill est dégagé à chaque opération sur base des actifs nets identifiables des entreprises concernées. A la date de prise de contrôle, les actifs et passifs identifiables des entreprises acquises sont reconnus à leur juste valeur et les ajustements éventuels de juste valeur relatifs aux intérêts comptabilisés antérieurement sont comptabilisés dans les fonds propres comme réserve de réévaluation.

3. Monnaies étrangères

Les comptes du Groupe sont présentés en milliers d'euro (KEUR).

Les transactions en monnaies étrangères sont initialement converties dans les comptes des sociétés du Groupe au taux de change applicable à la date de la transaction. Les gains et pertes de change résultant du règlement de telles transactions et de la conversion d'actifs et passifs monétaires libellés en d'autres devises sont portés au compte de résultat comme « revenus financiers » ou « charges financières ».

Les postes monétaires du bilan sont, à la date de clôture des comptes, convertis au cours de fin de période.

Dans le cadre de la consolidation, les actifs et passifs des entités étrangères sont convertis en EUR au cours de fin de la période. Les résultats sont convertis en EUR au cours moyen de la période. Les écarts de conversion qui apparaissent sont transférés à la rubrique « écarts de conversion » en autres éléments du résultat global.

Les principaux taux utilisés sont au 31 décembre 2020 :

Devises	Taux Clôture		Taux Moyen	
	2020	2019	2020	2019
USD	0,814930	0,890155	0,876213	0,893189
CAD	0,639672	0,685025	0,653837	0,673065
MXN	0,040957	0,047125	0,040797	0,046388
HKD	0,105106	0,114321	0,112973	0,113994
TRY	0,109732	0,149604	0,124322	0,157298
MGA	0,209140	0,243612	0,227353	0,246011
RON	0,205411	0,209074	0,206699	0,210717
GBP	1,112347	1,175364	1,124588	1,139850
MAD	0,091871	0,093208	0,092169	0,092856
AUD	0,629089	0,625195	0,604087	0,620890

4. Avantages postérieurs à l'emploi

Le Groupe a mis en place plusieurs plans de pension de retraite ou indemnités de départ à la retraite. Ces plans existent en Belgique, France, Turquie et Mexique. Ces plans sont soit à cotisations définies, soit à prestations définies.

Assurance groupe (Belgique)

Au sein du groupe, différentes filiales belges ont souscrit des contrats d'assurance groupe au profit de leur personnel. La législation belge prévoit que l'employeur doit garantir un rendement sur la contribution de l'employeur et sur la contribution personnelle, ce qui crée un passif potentiel pour l'employeur. Ce rendement (légal) s'élevait au 31 décembre 2015 à 3,25% pour la contribution de l'employeur et à 3,75% pour la contribution personnelle. Au 1er janvier 2016, le rendement est fixé sur une base annuelle avec un minimum de 1,75% et un maximum de 3,75%. A partir de l'exercice 2016, le rendement a été fixé à 1,75% pour les 2 types de contributions. Etant donné que ces filiales devront effectuer des paiements supplémentaires si le rendement minimum légal sur les contributions patronales et sur les contributions personnelles n'est pas atteint, ces plans qualifient comme des « hybrid plan ». La méthodologie IAS 19 n'est pas développée pour traiter spécifiquement le « hybrid plan » belge. En l'absence d'une norme ou d'une interprétation spécifiquement applicable à ces types de plans de pensions belge, le Groupe valorise l'obligation selon la méthode de la « valeur intrinsèque » (la somme des différences individuelles entre les réserves mathématiques et les réserves minimales garanties). Il s'agit d'un « policy choice » (IAS 1.117)

Régimes à cotisations définies

Le groupe participe, selon les lois et usages de chaque pays, à la constitution de réserves pour la retraite de son personnel en versant, sur une base obligatoire ou facultative, des cotisations à des organismes extérieurs tels que des caisses de retraite, des compagnies d'assurance ou des établissements financiers.

Ces régimes, sans garantie sur le niveau des avantages versés, constituent des régimes à cotisations définies. Ces cotisations sont comptabilisées dans le poste « Frais de personnel ».

Régimes à prestations définies

Floridienne SA contribue pour ses employées cadres à un plan de pension à prestation définies. La valorisation du montant des engagements (DBO – Defined Benefit Obligation) liés à ce plan du type prestations définies est effectuée suivant la méthode « Projected Unit Credit » conformément à la norme IAS 19. Cette valorisation utilise des hypothèses actuarielles financières et démographiques. Celles-ci sont utilisées pour valoriser les services rendus sur l'exercice sur la base d'une estimation du salaire de fin de carrière. Les provisions (ou actifs) comptabilisées correspondent à la valeur actualisée de l'engagement, diminuée de la juste valeur des actifs du régime, éventuellement plafonnée. En cas de surplus, l'actif net comptabilisé est limité à la valeur actuelle de l'avantage économique disponible sous forme de réduction des cotisations futures ou d'un remboursement. Les taux d'actualisation utilisés pour actualiser les engagements et calculer le rendement normatif des actifs en résultat sont arrêtés conformément aux règles prescrites par IAS 19.

A noter que les plans de pension à prestations définies sont uniquement limités aux quelques employés cadres de Floridienne SA, qu'ils sont dès lors extrêmement limités dans le Groupe Floridienne, et qu'ils ne font – sous condition des hypothèses actuarielles stables et d'une population stable des bénéficiaires – plus systématiquement l'objet d'une réévaluation actuarielle chaque année. Au 31 décembre 2020, le Groupe n'a pas procédé à une réestimation de l'obligation nette étant donné que des primes d'assurance sont payées pendant l'année, le fonds de financement reste important et les hypothèses actuarielles n'ont pas connues d'évolutions significatives par rapport à la dernière valorisation (31 décembre 2014) et que la population (4 personnes) ainsi que la durée restante à courir très limitée.

Dans certains pays (principalement en France et Turquie) des plans d'indemnités de départ à la retraite existent. Ces plans ou obligations ne sont pas « funded » et font l'objet d'une constitution de provision selon la méthode « Projected Unit Credit » chaque année. Au 31 décembre 2020, le DBO (Defined Benefit Obligation) total s'élève à € 3,4 millions (net DBO € 2,6 millions). En raison de l'impact non significatif et de simplification, les gains/pertes de réestimation pour ces plans sont pris en résultat de l'exercice.

5. Impôts

Les impôts sur les bénéfices de la période regroupent les impôts courants et les impôts différés. Ils sont inscrits en compte de résultat sauf s'ils portent sur des éléments inscrits directement en capitaux propres. Dans ce cas, ils sont comptabilisés dans les capitaux propres.

Les impôts courants désignent les impôts à payer sur les bénéfices imposables de la période ainsi que les éventuelles régularisations des périodes antérieures. Ces impôts sont calculés selon les normes fiscales des pays de chaque entité.

Les impôts différés sont calculés sur base des différences temporaires entre les valeurs fiscales et consolidées des éléments de bilan. Ils sont évalués au taux d'imposition en vigueur à la date de clôture du bilan. L'impôt différé n'est pas comptabilisé lorsque les différences temporelles proviennent d'un goodwill non déductible fiscalement, de la comptabilisation initiale d'éléments d'actifs ou de passifs relatifs à une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable au moment de la transaction, ou d'investissements dans des filiales tant qu'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Les impôts différés repris au bilan sont compensés par unité fiscale.

Les actifs d'impôts différés sur les pertes fiscales à récupérer sont reconnus dans une entité fiscale lorsqu'il y a des indicateurs satisfaisants de rentabilité future dans cette société permettant d'entrevoir la récupération de ces pertes fiscales dans un délai raisonnable. Ces tests de récupération sont faits sur base des budgets de ces sociétés (entités fiscales). Les hypothèses retenues à la base des budgets sont les mêmes que les hypothèses budgétaires retenues dans le test annuel de perte de valeur. Les éléments qui sont considérés dans l'évaluation de la probabilité des bénéfices futurs taxables sont principalement (1) la profitabilité passée (au moins 2 années consécutives de profits sont jugés nécessaires pour reconnaître des impôts différés actifs) et (2) la profitabilité attendue sur les 3 années à venir sur base des budgets (futur prudent et prévisible).

6. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont enregistrées à leur coût historique déduction faite des amortissements.

Le Groupe ne recourt pas à la réévaluation de ses actifs.

Les frais de recherche sont comptabilisés en charge de la période au cours de laquelle ils sont encourus. Les frais de développement sont inscrits à l'actif si, et seulement si, toutes les conditions (IAS 38) suivantes sont remplies :

- le coût de l'actif peut être évalué de façon fiable ;
- la faisabilité technique du produit a été démontrée ;
- le produit ou procédé sera commercialisé sur le marché ou utilisé en interne ;
- les actifs généreront des avantages économiques futurs (un marché potentiel existe pour le produit ou, s'il est destiné à être utilisé en interne, son utilité future a été démontrée) ;
- les ressources techniques, financières et autres nécessaires à l'achèvement du projet sont disponibles.

Les dépenses de développement englobent les frais de personnel, le coût des matières premières et des services directement attribuables aux projets.

Les immobilisations incorporelles sont amorties à partir du moment où l'actif est disponible, c'est-à-dire lorsqu'il est dans l'état nécessaire pour permettre son exploitation de la manière prévue par la direction (« available for use »). Les dépenses de développement qui ne répondent pas aux conditions susmentionnées sont comptabilisées en charge lorsqu'elles sont encourues.

Le Groupe n'a pas d'immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie autre que les goodwill.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à l'actif si elles sont contrôlées en vertu d'un titre de propriété ou d'un contrat de location financement qui transfère les risques et avantages inhérents à la propriété. Les immobilisations corporelles sont initialement évaluées au coût d'acquisition ou de production.

Le coût initial des immobilisations corporelles en location financement est le plus faible entre la juste valeur de l'actif et la valeur actualisée des paiements minimums futurs. Le coût des immobilisations corporelles incorpore le coût des emprunts finançant leur construction ou production lorsqu'elles nécessitent une durée d'élaboration prolongée. Le coût des immobilisations corporelles est diminué, le cas échéant, du montant des subventions publiques finançant leur acquisition ou construction.

Les dépenses d'entretien et de réparation sont immédiatement comptabilisées en charges sous la rubrique « Autres produits et charges d'exploitation ». Le coût des immobilisations corporelles intègre, notamment pour les installations industrielles satellites construites sur les terrains de clients, la valeur actualisée de l'obligation de réhabilitation ou démantèlement, lorsqu'une obligation actuelle existe. Les immobilisations corporelles sont ultérieurement évaluées au coût, diminué des amortissements et des éventuelles pertes de valeur cumulés.

Les amortissements sont répartis systématiquement sur la durée d'utilité attendue des différentes catégories d'immobilisations corporelles en utilisant la méthode linéaire. Les durées d'utilité estimées des éléments les plus significatifs des immobilisations corporelles se situent dans les intervalles suivants :

Immobilisations incorporelles

• marques	10 à 20 ans
• listes de clients	5 à 10 ans
• dépenses de développement	max. 5 ans
• know-how ou procédés de fabrication	5 à 10 ans
• logiciels développés pour l'exploitation	max. 5 ans

Immobilisations corporelles

• terrains	illimité
• constructions	20 ans
• agencements et aménagements des constructions	10 à 15 ans
• installations industrielles	3 à 10 ans
• matériel et outillage	3 à 8 ans
• matériel de transport	3 à 5 ans
• matériel de bureau	5 à 10 ans
• matériel informatique	3 à 5 ans
• mobilier de bureau	5 à 10 ans
• autres	max. 20 ans

Les terrains ne font pas l'objet d'amortissements.

Sauf pour les immobilisations incorporelles qui ne font pas l'objet d'un amortissement et qui sont alors soumises à un test de perte de valeur annuel, les immobilisations corporelles et incorporelles font l'objet d'un test de perte de valeur uniquement quand il existe un indicateur montrant que leur valeur comptable ne pourrait pas être recouvrable par leur utilisation ou leur vente. S'il existe une indication en ce sens, le montant de l'actif recouvrable est estimé afin de chiffrer la perte de valeur éventuelle.

Si un actif ne génère pas de flux de trésorerie indépendant de ceux d'autres actifs, le Groupe procède à une estimation du montant recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle appartient cet actif. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité. Si la valeur recouvrable d'un actif (unité génératrice de trésorerie) est estimée être inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est réduite à sa valeur recouvrable. Une perte de valeur est immédiatement comptabilisée en résultat.

Lorsque la perte de valeur est reprise ultérieurement, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est augmentée pour atteindre l'estimation révisée de sa valeur recouvrable, sans toutefois être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif (unité génératrice de trésorerie) au cours d'exercices antérieurs.

Les actifs détenus en vertu de contrats de location financement sont repris au bilan conformément à la nature des actifs détenus. L'obligation correspondante est enregistrée dans les dettes financières. Les charges financières sont enregistrées en compte de résultat sur la durée du contrat.

Les subventions liées à l'achat d'immobilisations sont présentées au bilan sous un poste distinct du passif.

Leur prise en résultats est enregistrée distinctement en produits, au même rythme que l'amortissement des actifs concernés.

7. Stocks

Les stocks sont comptabilisés en tant qu'actifs à la date à laquelle les risques, avantages et le contrôle sont transférés au Groupe. Lors de la vente, leur sortie est comptabilisée en contrepartie d'une charge à la même date que le produit correspondant. Les stocks sont évalués au plus bas du coût ou du prix de revient et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks comprend le coût des matériaux directs et, le cas échéant, les coûts de la main d'œuvre et les frais généraux qui ont été nécessaires pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur des stocks est déterminée en application de la méthode du prix moyen pondéré ou de l'identification par lot lorsque celle-ci est possible.

Les stocks biologiques (Biobest) sont valorisés conformément à la norme IAS 41 (« Agriculture ») à la juste valeur diminuée des coûts de vente (frais estimés au point de vente).

- Juste valeur. La juste valeur est définie par IFRS 13 comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans une transaction ordonnée sur le marché principal (ou le plus avantageux) à la date d'évaluation selon les conditions courantes du marché.

Les stocks biologiques consistent en plusieurs variétés de bourdons qui se vendent à des prix différents et sur des marchés (géographiques) différents avec des prix différents pour les mêmes types de bourdons. Il n'y a pas de prix officiels disponibles. Un jugement est donc nécessaire pour déterminer la juste valeur, par type de bourdon. Le Groupe a recours à une valorisation de la juste valeur sur base des données de marchés observables (level 2), principalement les accords avec ses clients sur les prix, par type de bourdon et cela en prenant en considération des prix de vente moyens des transactions récentes. Ces transactions récentes sont les meilleurs indicateurs des prix cotés étant donné le cycle d'élevage relativement court (+/- 10 semaines) et la très grande rotation des stocks. Des ajustements à ces données d'entrée sont apportés pour prendre en compte des facteurs spécifiques, notamment le degré d'achèvement et le pourcentage de survie (déterminé sur base de l'expérience du passé).

- Les frais estimés au point de vente. Il s'agit des frais (frais de production et frais de vente (emballage)) encore à encourir avant que les bourdons ne soient commercialisables.

8. Instruments financiers

Les créances et dettes opérationnelles sont comptabilisées initialement à leur valeur nominale, et ultérieurement au coût amorti (soit généralement à la valeur nominale) déduction faite, pour les créances, des pertes de valeur couvrant les montants non recouvrables.

Pour les créances commerciales et autres actifs financiers, IFRS 9 requiert l'application d'un modèle fondé sur les pertes anticipées (ECL – Expected Credit Loss) aux créances commerciales et autres actifs financiers en opposition à un modèle fondé sur les pertes avérées appliqué jusqu'au 31 décembre 2017. En particulier, IFRS 9 exige notamment que le groupe comptabilise une dépréciation sur créances commerciales et autres actifs financiers dès la date de comptabilisation initiale de celles-ci. L'appréciation des pertes de crédit attendues est effectuée sur une base individuelle ou collective en prenant en compte les données historiques sur les retards de paiement, les informations sur les circonstances actuelles, ainsi que les informations prospectives. Le Groupe a – vu le type de clients et la souscription d'assurances de crédit dans certaines filiales – très peu d'historique de pertes de crédit permettant d'appliquer un modèle fiable de calcul pour les pertes attendues et applique plutôt l'approche individuelle.

La trésorerie comprend la caisse et les comptes à vue. Les équivalents de trésorerie sont des placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, qui ont une échéance inférieure ou égale à trois mois, et qui ne présentent pas un risque important de changement de valeur. Ces éléments sont portés au bilan à la valeur nominale. Les découverts bancaires sont inclus dans les passifs financiers courants.

Les autres actifs financiers courants cotés en Bourse sont considérés comme actifs de « trading » et sont valorisés à leur juste valeur. Les écarts sont immédiatement reconnus en résultats.

Les autres actifs financiers non courants (participations de private equity non détenues à des fins de transactions et sur lesquelles le Groupe n'exerce pas d'influence notable) sont classés comme des investissements en capital évalués à la juste valeur et dont les variations sont comptabilisées en capitaux propres (Financial Assets measured at fair value Through Other Comprehensive Income). A défaut de cotation sur un marché actif, ces actifs financiers sont maintenus au coût historique si leur juste valeur ne peut pas être évaluée de manière fiable par une autre technique de valorisation. Dans les cas où la juste valeur peut être déterminée de façon fiable, les variations positives de juste valeur sont comptabilisées directement dans les capitaux propres. Les pertes de valeur importantes ou durables sont actées lorsque leur coût historique excède l'estimation de leur juste valeur.

Les emprunts bancaires sont initialement comptabilisés à la juste valeur diminuée des coûts de transaction directement attribuables. Après leur comptabilisation initiale, ils sont évalués à leur coût amorti (montant initial diminué des remboursements en principal et majoré, ou diminué, de l'amortissement cumulé de toute différence entre le montant initial et la valeur à l'échéance).

Les dettes liées aux options d'achat et de vente sur les actionnaires minoritaires (considérées comme des « options croisées ») sont initialement reconnues à la meilleure estimation du montant de règlement (« best estimate of the redemption amount »). A chaque clôture, l'estimation de ces dettes est revue et le Groupe a retenu comme approche de reconnaître les variations ultérieures de la dette constatée (option de vente / achat sur intérêts minoritaires) en « Autres Eléments du Résultat Global » (OCI – fonds propres) et non en résultats. Malgré le fait que l'IASB préconise la prise en résultat des variations (IFRS 9), cette approche est jugée acceptable à la lumière des textes IFRS 10.23 et IFRIC 17.

Instruments financiers dérivés

Les filiales du groupe souscrivent parfois à des instruments financiers, dans le but exclusif de couvrir les risques économiques auxquels elles sont exposées. Les instruments financiers sont comptabilisés à la date de transaction, c'est-à-dire de souscription du contrat de couverture. Toutefois, seuls ceux qui satisfont les critères de comptabilité de couverture définis par la norme IFRS 9 font l'objet des traitements comptables décrits ci-après.

Les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés non qualifiés de couverture sont immédiatement comptabilisées en résultat. Toute opération qualifiée de couverture est documentée par référence à la stratégie de couverture en identifiant le risque couvert, l'élément couvert, l'élément de couverture, la relation de couverture et la méthode d'évaluation de l'efficacité de la relation de couverture. L'évaluation de l'efficacité de couverture est mise à jour à chaque date de clôture.

Les dérivés sont évalués à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Ultérieurement, la juste valeur est réévaluée à chaque date de clôture par référence aux conditions de marché et à IFRS 13 – Evaluation à la juste valeur.

Les dérivés comptabilisés à l'actif et au passif sont classés dans les rubriques « Autres actifs/passifs non courants » et « Autres actifs/passifs courants » selon leur maturité. La comptabilisation des dérivés de couverture varie selon qu'ils sont désignés de couverture de juste valeur, de couverture de flux de trésorerie ou de couverture d'investissements nets dans des activités à l'étranger.

FLORIDIENNE a recours d'une façon très limitée aux instruments dérivés et peut effectuer des opérations sur des options call ou put. Ces opérations s'effectuent dans le cadre d'une documentation bien établie et font l'objet d'analyses préalables précises et adéquates et d'un suivi systématique.

Les sociétés opérationnelles consolidées utilisent différents types d'instruments financiers dérivés dans diverses stratégies de couverture décrites ci-dessous.

Couverture de juste valeur

Lorsque les variations de juste valeur d'un actif ou passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé sont susceptibles d'affecter le résultat, ces variations peuvent être couvertes par une couverture de juste valeur. L'élément couvert et l'instrument de couverture sont réévalués symétriquement en contrepartie du résultat à chaque date de clôture. L'incidence en résultat est limitée à la part inefficace de la couverture.

Couverture de flux de trésorerie

Une couverture de flux de trésorerie permet de couvrir les variations défavorables de flux de trésorerie liés à un actif ou passif comptabilisé ou une transaction future hautement probable, quand ces variations sont susceptibles d'affecter le résultat. A chaque date de clôture, la part efficace de la couverture et le cas échéant, les variations de la valeur temps des options et des points de terme des contrats à terme, sont comptabilisés en capitaux propres. La part inefficace est comptabilisée en résultat. Lorsque la transaction est comptabilisée, les éléments antérieurement comptabilisés en capitaux propres sont reclassés en résultat simultanément à la comptabilisation de l'élément couvert. En cas de déqualification d'un dérivé, c'est-à-dire d'interruption de la comptabilité de couverture, la part efficace de la couverture antérieurement comptabilisée en capitaux propres est amortie en résultat opérationnel ou financier, selon la nature de l'élément couvert.

9. Provisions

Les provisions sont constituées lorsque le Groupe a une obligation juridique (legal obligation) ou implicite (constructive obligation) à la date du bilan et qui :

- résulte d'un élément passé
- engendrera de manière probable des charges et des flux de trésorerie
- dont le montant peut être déterminé de façon fiable.

Le montant de la provision correspond à l'estimation la plus précise de la dépense requise pour éteindre l'obligation.

Les provisions sont comptabilisées en contrepartie du résultat, à l'exception de certaines provisions pour réhabilitation dont la contrepartie est incorporée dans le coût des actifs dont la construction a créé l'obligation.

Les provisions dont le règlement est prévu dans les douze mois après la date de clôture ou dont le règlement peut survenir à tout instant ne sont pas actualisées. Les provisions dont le règlement est prévu à plus de douze mois après la date de clôture sont actualisées. Les changements des provisions actualisées dus à une révision du montant de l'obligation, de son échéancier ou de son taux d'actualisation sont comptabilisés en résultat ou, pour les provisions comptabilisées en contrepartie d'éléments d'actifs, en ajustement du coût de ces derniers. La désactualisation est comptabilisée au débit des produits et charges financiers.

Les provisions pour restructuration ne sont comptabilisées que si le groupe a approuvé un plan de réorganisation détaillé et formel et si la restructuration a commencé ou a fait l'objet d'une annonce publique. Les coûts inhérents aux activités poursuivies par le groupe ne sont pas pris en compte.

10. Informations sectorielles

L'information relative aux secteurs opérationnels est établie conformément à IFRS 8. Les facteurs utilisés pour identifier les secteurs à présenter de Floridienne sont identiques à ceux décidés par le Conseil d'Administration pour le suivi régulier de ses activités. Nous renvoyons au rapport annuel concernant l'organisation générale de Floridienne. Les types de produits et services de chaque secteur sont :

- Gourmet Food
- Life Sciences
- Chemicals
- Corporate (division de support)

Le Groupe est principalement actif en Europe.

Les méthodes comptables pour les informations par secteur sont identiques à celles appliquées par le Groupe pour son reporting interne.

11. Actifs non courants (ou un groupe destiné à être cédé) détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Lorsqu'à la date de clôture, il est hautement probable que des actifs non courants ou des groupes d'actifs et passifs directement liés seront cédés, ils sont désignés comme actifs non courants ou groupes d'actifs détenus en vue de la vente. Leur cession est considérée comme hautement probable si, à la date de clôture, un plan destiné à les mettre en vente à un prix raisonnable par rapport à leur juste valeur a été engagé afin de trouver un acheteur et finaliser de manière inéluctable leur cession dans un délai maximal d'un an. Les actifs non courants ou groupes d'actifs détenus en vue de la vente sont présentés dans des postes distincts des états financiers. Dans la mesure où les activités détenues en vue de la vente ne représentent pas une ligne d'activité et une région géographique principale distincte ne sont dès lors pas considérées comme une activité abandonnée, les éléments du résultat global ne sont pas présentés distinctement des autres activités du Groupe (IFRS 5), mais l'impact est présenté dans les notes.

Ils cessent d'être amortis et sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur nette des coûts de la vente conformément à IFRS 5. Les actifs non courants ou groupes d'actifs destinés à être fermés et non cédés constituent des actifs non courants destinés à être mis au rebut et non détenus en vue de la vente.

Lorsque des actifs non courants faisant l'objet d'une cession ou détenus en vue de la vente ou destinés à être mis au rebut correspondent à une ou plusieurs UGT et doivent être abandonnés dans le cadre d'un plan unique et coordonné, ils sont qualifiés d'activités abandonnées et les flux qui leur sont relatifs font l'objet d'une présentation séparée dans l'état consolidé du résultat global et dans l'état consolidé des flux de trésorerie.

12. Constatation des produits

Le Groupe applique de façon rétrospective la nouvelle norme IFRS 15. Cette norme est applicable sur tous les revenus provenant des contrats avec les clients, sauf si ces contrats sont dans le scope des autres normes. La nouvelle norme IFRS 15 identifie cinq étapes pour la comptabilisation d'un produit :

- identification du (des) contrat(s) avec un client
- identification des différentes obligations de performance distinctes du contrat
- détermination du prix de la transaction
- affectation du prix de la transaction aux obligations différentes de performance
- comptabilisation du produit lorsque les obligations de performance sont satisfaites

et repose sur deux principes : comptabilisation de la vente lorsque le client prend le contrôle du bien ou du service et évaluation pour le montant du paiement attendu.

Ventes de biens

Les contrats avec clients pour la vente de biens incluent généralement une obligation de performance. Le Groupe conclut que les revenus provenant des ventes de biens doivent être reconnus au moment où le contrôle de l'actif est transféré au client, en général au moment de la livraison des produits. En conséquence, l'adoption de la norme IFRS 15 n'a pas eu d'impact sur le timing de la reconnaissance des revenus.

Les bonis de fin d'année et remises

L'adoption de la norme IFRS 15 n'a pas eu d'impact significatifs sur la présentation dans la mesure ou la plupart de nos filiales présentaient déjà les bonis de fin d'année ainsi que les remises (cash discounts) en déduction du chiffre d'affaires.

Prestations de service

Les dispositions de la norme n'ont pas d'incidence significative sur le rythme de comptabilisation des produits, selon que la prise de contrôle du service par le client s'effectue de manière ponctuelle ou continue.

Intérêts

Les intérêts sont comptabilisés en fonction du temps écoulé selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Dividendes

Les dividendes sont enregistrés lorsque le droit du Groupe de mettre en œuvre le paiement est établi par l'Assemblée Générale des actionnaires.

13. Actifs et passifs éventuels

Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés dans les états financiers mais sont présentés dans les notes lorsque l'entrée d'avantages économiques devient probable. Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés dans les états financiers, sauf s'ils résultent d'un regroupement d'entreprises. Ils sont présentés dans les notes sauf si la possibilité d'une perte est très faible.

14. Actions propres

En cas de rachat (ou cession) d'actions propres, le montant versé (ou obtenu) est porté en diminution (ou augmentation) des capitaux propres. Les mouvements sur ces titres sont justifiés dans l'état consolidé des variations des capitaux propres. Aucun résultat n'est enregistré sur ces mouvements.

15. Dettes à long terme et court terme

Les dettes à long terme (emprunts bancaires et obligations) et à court terme (avances bancaires) sont initialement comptabilisées à leur juste valeur sous déduction, dans le cas d'un passif financier qui n'est pas à la juste valeur par le biais du résultat, des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition ou l'émission du passif financier.

Après leur comptabilisation initiale, elles sont évaluées à leur coût amorti (montant initial diminué des remboursements en principal et majoré, ou diminué, de l'amortissement cumulé de toute différence entre le montant initial et la valeur à l'échéance).

Le Groupe n'a pas d'emprunts échangeables et convertibles au 31 décembre 2020.

Les dettes commerciales et autres passifs sont évalués au coût amorti.

16. Événements postérieurs à la date de clôture

Les événements survenant après la date de clôture mais avant la date d'autorisation de publication des états financiers sont traduits à la clôture uniquement s'ils fournissent des informations supplémentaires sur la situation du Groupe à la date de clôture. Les événements postérieurs à la clôture qui ne donnent pas lieu à des ajustements sont présentés dans les notes lorsqu'ils sont significatifs.

NOTE 4 : GESTION DU CAPITAL

Sur les bénéfices annuels statutaires, tels qu'ils sont constatés conformément au droit comptable, il est prélevé cinq pour cent pour la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint un dixième du capital social. Il doit être repris si la réserve légale vient à être entamée.

Sur le solde distribuable, tel que déterminé par la loi, il est prélevé la somme que l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration, jugera éventuellement opportune d'affecter à des fonds de réserve ou au report à nouveau.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice du dernier exercice clôturé, augmenté du report bénéficiaire ainsi que les prélèvements effectués sur des réserves distribuables et diminué des pertes reportées et des réserves légales et indisponibles créées en application de la loi ou des statuts.

Aucune distribution ne peut être faite si l'actif net est ou deviendrait inférieur au montant du capital libéré, augmenté de toutes les réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Par actif net, il faut entendre le total de l'actif tel qu'il résulte du bilan, déduction faite des provisions et dettes.

Le Conseil d'Administration pourra, sous sa propre responsabilité, décider le paiement d'acomptes sur dividendes aux conditions et modalités prévues par le Code des sociétés.

La politique de Floridienne en matière de gestion du capital est de préserver la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation en maintenant un niveau de capitaux propres suffisant par rapport à l'endettement.

NOTE 5 : INFORMATIONS SECTORIELLES**Informations générales**

La norme IFRS 8 - Secteurs opérationnels, requiert l'identification de secteurs sur la base de rapports internes présentés régulièrement aux principaux décideurs opérationnels aux fins de prises de décisions concernant l'affectation des ressources aux secteurs et d'évaluation de leurs performances.

Les facteurs utilisés pour identifier les secteurs à présenter de Floridienne sont identiques à ceux décidés par le Conseil d'Administration pour le suivi régulier des activités du groupe.

Nous renvoyons au rapport annuel concernant l'organisation générale de Floridienne.

Conformément à IFRS 8, le groupe a identifié 4 secteurs :

- **Gourmet Food** – La Division Gourmet Food regroupe des sociétés de production et de commercialisation de produits alimentaires festifs et gourmets, tels que les escargots, les coquilles Saint-Jacques, les coquillages farcis, le saumon fumé, les salades de la mer, les feuilletés apéritifs, les plats cuisinés ethniques, les sauces froides et chaudes... La Division est également active dans la nourriture spécialisée, notamment celle destinée aux personnes ayant des problèmes de déglutition ou souffrant de la maladie d'Alzheimer. Depuis un certain nombre d'années, il n'y a plus lieu de faire une subdivision plus détaillée étant donné les nombreuses synergies qui ont été développées entre les différentes entités de la Division.
- **Life Sciences** – Cette Division est active dans la production et la commercialisation de technologies et de produits naturels pour l'agriculture, la parapharmacie, l'agroalimentaire, l'industrie cosmétique et les soins de santé. Certains d'entre eux représentent des alternatives écologiques et durables aux produits chimiques existants. Leader mondial dans les protéases végétales et numéro deux mondial dans la lutte intégrée contre les insectes nuisibles (Integrated Pest Management), la Division investit dans des solutions innovantes telles que la communication chimique au travers des récepteurs liés au goût et à l'olfaction chez l'être humain et les insectes.
- **Chemicals** – Cette Division se compose d'entreprises actives notamment dans les additifs pour la stabilisation du PVC. Le Groupe est également présent, à travers cette Division, dans le recyclage des batteries industrielles et automobiles (hybrides et électriques).
- **Corporate** – Reprend les maisons-mères FLORIDIENNE et FLORINVEST dont l'objet principal est le support et la gestion de participations dans les secteurs précités.

2020 – Secteurs d'activité En EUR MILLIERS	Gourmet Food	Life Sciences	Chemicals	Corporate	TOTAL
INDICATEURS DE RÉSULTATS					
Produits					
Chiffre d'affaires externe	166 506	151 445	55 990	1	373 942
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	-4 458	-10 745	-3 355	-109	-18 667
Quote-part dans le résultat des participations mises en équivalence	55	-6	0	0	48
Charge des dettes	-1 328	-1 774	-101	-240	-3 443
Résultat financier (hors charges de dettes)	165	-1 092	891	-117	-153
Charges ou produits d'impôts	-364	-4 944	-1 665	-14	-6 987
Résultat avant impôt	489	13 681	3 686	-2 426	15 430
Résultat net	125	8 736	2 021	-2 440	8 443
Cash flow net	4 573	18 975	3 907	-2 006	25 449
INDICATEURS DE SITUATION FINANCIÈRE					
Actifs	130 156	207 075	49 848	3 677	390 756
Passifs: dettes, provisions et subsides	24 066	86 462	10 733	43 660	164 921
Détail des actifs non courants par secteur d'activité					
Actifs non courants	43 685	123 658	19 232	1 134	187 709
- immobilisations (in)corporelles	18 620	43 556	15 869	784	78 829
- goodwill	20 837	72 799	2 769	0	96 405
- participations mises en équivalence	291	2 313	0	0	2 604
- actifs financiers non courants	3 231	1 407	525	351	5 514
- actifs d'impôt différé	706	3 583	68	0	4 357

Les résultats d'un secteur, ses actifs et ses passifs incluent tous les éléments qui lui sont directement attribuables.

2020 En EUR MILLIERS	Europe	Amérique	Autres	Total
CHIFFRE D'AFFAIRES EXTERNE	287 663	46 758	39 521	373 942
ACTIFS	298 256	22 016	70 484	390 756
Actifs non courants	101 893	39 927	45 890	187 709
- immobilisations (in)corporelles	52 804	6 737	19 288	78 829
- goodwill	41 201	30 274	24 929	96 405
- participations mises en équivalence	1 585	0	1 019	2 604
- actifs financiers non courants	5 488	-0	25	5 514
- actifs d'impôt différé	815	2 915	627	4 357

Le chiffre d'affaires est alloué par pays en fonction du lieu de destination des marchandises livrées.

Dans la Division Gourmet Food, certains clients représentent plus de 10% du chiffre d'affaires mais il s'agit toujours de clients de premier ordre actifs dans la grande distribution.

Il n'y a pas eu (de reprises) des pertes de valeur comptabilisées au résultat et directement dans les capitaux propres au cours de la période à l'exception des pertes de valeur reconnues sur (i) le goodwill de IKA (cf. note 7) et sur (ii) des actifs dans la Division Life Sciences.

2019 - Secteurs d'activité En EUR MILLIERS	Gourmet Food	Life Sciences	Chemicals	Corporate	TOTAL
INDICATEURS DE RÉSULTATS					
Produits					
Chiffre d'affaires externe	201 039	148 301	60 978	11	410 328
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	-3 701	-7 446	-2 132	-107	-13 386
Quote-part dans le résultat des participations mises en équivalence	67	316	0	0	383
Charge des dettes	-1 342	-1 837	-106	-199	-3 484
Résultat financier (hors charges de dettes)	-250	596	574	-327	594
Charges ou produits d'impôts	-23	-4 420	-909	-15	-5 368
Résultat avant impôt	832	15 953	4 328	-2 592	18 522
Résultat net	809	11 533	3 419	-2 607	13 154
Cash flow net	2 983	19 760	4 555	-2 260	25 037
INDICATEURS DE SITUATION FINANCIÈRE					
Actifs	135 618	154 354	52 989	2 156	345 118
Passifs: dettes, provisions et subsides	36 907	43 009	8 078	39 803	127 797
Détail des actifs non courants par secteur d'activité					
Actifs non courants	52 541	86 709	27 716	821	167 787
- immobilisations (in)corporelles	24 287	37 510	20 281	435	82 514
- goodwill	23 780	42 909	6 209	0	72 898
- participations mises en équivalence	343	4 423	0	0	4 765
- actifs financiers non courants	3 311	1 124	659	386	5 480
- actifs d'impôt différé	820	743	568	0	2 131

Les résultats d'un secteur, ses actifs et ses passifs incluent tous les éléments qui lui sont directement attribuables.

2019 En EUR MILLIERS	Europe	Amérique	Autres	Total
CHIFFRE D'AFFAIRES EXTERNE	329 556	45 123	35 649	410 328
ACTIFS	277 750	1 124	66 244	345 118
Actifs non courants	119 842	632	47 313	167 787
- immobilisations (in)corporelles	60 794	542	21 178	82 514
- goodwill	47 968	0	24 929	72 898
- participations mises en équivalence	3 959	0	806	4 765
- actifs financiers non courants	5 442	0	38	5 480
- actifs d'impôt différé	1 678	91	362	2 131

Le chiffre d'affaires est alloué par pays en fonction du lieu de destination des marchandises livrées.

Dans la Division Gourmet Food, certains clients représentent plus de 10% du chiffre d'affaires mais il s'agit toujours de clients de premier ordre actifs dans la grande distribution.

Il n'y a pas eu (de reprises) des pertes de valeur comptabilisées au résultat et directement dans les capitaux propres au cours de la période.

NOTE 6 : PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNEL(LE)S

En EUR milliers	2020	2019
Chiffre d'affaires	373 942	410 328
TOTAL DU CHIFFRE D'AFFAIRES	373 942	410 328

A l'exception des bonis de fin d'années et remises dans la Division Gourmet Food, Floridienne n'a pas de contrats significatifs avec ses clients et la reconnaissance des produits comporte peu de jugements significatifs.

Ventes de biens

Les contrats avec les clients pour la vente de biens incluent généralement une obligation de performance (IFRS 15). Le Groupe conclut que les revenus provenant des ventes de biens doivent être reconnus au moment où le contrôle de l'actif est transféré au client, ce qui est en général au moment de la livraison des produits. Par conséquent, l'adoption de la norme IFRS 15 n'a pas eu d'impact sur le timing de la reconnaissance des revenus.

Les bonis de fin d'année et remises

L'adoption de la norme IFRS 15 n'a pas eu d'impact significatif sur la présentation dans la mesure où la plupart de nos filiales présentaient déjà les bonis de fin d'année ainsi que les remises (cash discounts) en déduction du chiffre d'affaires.

Prestations de service

Pour l'activité « Tooling » (participations fixes forfaitaires aux coûts de retraitement déduites des achats de matières), menée par notre filiale SNAM, l'analyse de l'impact IFRS 15 menée en 2018 a conclu à une modification de la présentation des revenus (coût fixe retenu) venant en déduction de la valeur d'achats des matières premières à recycler.

Ventes par Division En EUR milliers	2020	2019
Gourmet Food	166 506	201 039
Life Sciences	151 445	148 301
Chemicals	55 990	60 978
Corporate	1	11
TOTAL DES VENTES	373 942	410 328

Ventes par régions géographiques En EUR milliers	2020	2019
Europe - principalement la France, le Benelux et l'Allemagne	287 663	329 556
Amérique - principalement, les USA, le Canada et le Mexique	46 758	45 123
Autres	39 521	35 649
TOTAL DES VENTES	373 942	410 328

Autres produits En EUR milliers	2020	2019
Plus-values sur ventes d'immobilisations	109	157
Prestations de services	1 081	848
Production immobilisée	1 534	1 767
Redevances	1	0
Loyers	682	888
Subsides	764	1 492
Différence de change positive	568	322
Autres produits opérationnels récurrents	1 364	949
Autres produits opérationnels non récurrents	242	1 175
TOTAL DES AUTRES PRODUITS OPÉRATIONNELS	6 345	7 599

La diminution de € 1,3 million s'explique principalement par des récupérations des assurances à la suite d'un sinistre dans une usine du Groupe (Autres produits opérationnels non récurrents) et par l'encaissement exceptionnel d'une subvention en 2019.

Autres charges opérationnelles En EUR milliers	2020	2019
Taxes d'exploitation	-1 966	-1 746
Fournitures	-6 949	-7 060
Rétributions des tiers (honoraires)	-14 899	-15 989
Transport et frais y afférents	-19 174	-17 994
Locations	-3 541	-3 959
Autres services et biens divers	-8 733	-8 423
Assurances	-1 694	-1 480
Publicité	-2 995	-5 900
Entretiens, réparations	-4 826	-5 100
Intérimaires	-5 274	-6 547
Autres charges opérationnelles récurrentes	-2 438	-4 788
Autres charges opérationnelles non récurrentes	-441	-977
TOTAL DES AUTRES CHARGES OPÉRATIONNELLES	-72 927	-79 962

Les autres charges opérationnelles baissent de € -7,0 millions à € -72,9 millions, contre € -80,0 millions en 2019. Cette diminution s'explique par l'impact du COVID-19 qui s'est traduit par des confinements ordonnés dans certains pays et par des restrictions à la circulation de certains biens et personnes qui ont réduit certaines activités (foires, expositions, etc.). Les charges liées au transport augmentent en raison de la forte inflation des frais logistiques suite à la pandémie COVID-19 et ceci principalement dans les activités de Biobest.

NOTE 7 : AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR

En EUR milliers	2020	2019
Amortissements sur immobilisations incorporelles	-1 328	-1 469
Amortissements au titre de droit d'utilisation	-1 669	-1 511
Amortissements sur immobilisations corporelles	-10 731	-9 622
TOTAL DES AMORTISSEMENTS	-13 727	-12 601
En EUR milliers	2020	2019
Perte de valeur sur immobilisations incorporelles	0	0
Perte de valeur sur immobilisations corporelles	-22	0
Perte de valeur sur créances	-771	-785
Perte de valeur sur goodwill	-1 584	0
Perte de valeur sur autres actifs non courants	-2 562	0
TOTAL DES PERTES DE VALEUR	-4 940	-785
TOTAL DES AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR	-18 667	-13 386

Les amortissements ont augmenté par rapport à 2019, en raison de la poursuite des programmes d'investissements dans nos différentes filiales.

La perte de valeur de € 1,2 million sur la société IKA, notre filiale allemande active dans les stabilisants PVC, a été reconnue pour ramener la valeur comptable des activités de cette société à leur valeur de marché estimée diminuée des coûts liés à leur cession lors de la classification le 30 juin 2020 de cette participation en « actifs non-courant détenus en vue de la vente » (IFRS 5). De plus, en 2020 les conséquences du coronavirus COVID-19, les mauvais résultats de nos autres activités dans la Division Life Sciences et les incertitudes liées au développement de ces activités ont conduit le Groupe à acter des pertes de valeur pour un total de € 2,9 millions.

Pour plus d'information sur les amortissements et pertes de valeur sur les immobilisations, nous faisons référence aux notes 11 et 12.

NOTE 8 : RÉSULTAT SUR CESSION D'ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

En EUR milliers	2020	2019
Plus-values sur cessions d'immobilisations financières	0	21
Moins-values sur cessions d'immobilisations financières	-404	0
TOTAL	-404	21

La cession d'IKA a été clôturée le 6 octobre 2020 et s'est traduite par une perte comptable de € 1,6 million présentée en pertes de valeur pour € 1,2 million (enregistrées au 30 juin 2020 lors de la classification de cette participation en « actifs non-courant détenus en vue de la vente ») et en résultat sur cession d'actifs non courants pour € 0,4 million.

NOTE 9 : RÉSULTAT FINANCIER ET CHARGE DES DETTES

En EUR milliers	2020	2019
Produits d'intérêts sur prêts et trésorerie	101	116
Dividendes	10	10
Boni de change réalisés	6 893	4 945
Boni de change non-réalisés	3 979	1 484
Plus-values sur réalisations d'actifs circulants	249	210
Autres produits financiers	770	862
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	12 002	7 627
Pertes de valeur sur immobilisations financières	0	-5
Pertes de valeur sur actifs financiers circulants	-31	-9
Moins-values sur réalisations d'actifs financiers courants	0	-273
Mali de change réalisés	-5 080	-4 132
Mali de change non-réalisés	-6 109	-1 656
Autres charges financières	-935	-958
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	-12 155	-7 034
RESULTAT FINANCIER	-153	594

En 2020, le Groupe a pâti d'effets de change moins équilibrés entre les différentes devises. Les effets de change sont dès lors négatifs de € -0,2 million en 2020 contre € 0,6 million en 2019.

Nous notons toutefois que la livre turque a continué à se déprécier en 2020, générant des effets de change au cours de l'exercice et perturbant l'analyse des résultats de notre filiale turque Kimflor, dont une grande partie des ventes sont réalisées en USD et EUR. Kimflor continue à utiliser le TRY comme monnaie fonctionnelle en l'absence d'éléments suffisamment déterminants justifiant un changement de monnaie fonctionnelle. Les effets de change liés à l'activité opérationnelle (dans les conditions habituelles) de cette société turque (effets de change sur les créances et dettes commerciales) sont repris en « Autres produits opérationnels » pour un montant de € 0,6 million (€ 0,3 million fin 2019). Les effets de change provenant des autres postes bilanciaires de la société sont présentés dans les résultats financiers pour € 0,4 million.

En EUR milliers	2020	2019
Charge des dettes	-3 443	-3 484
TOTAL DES CHARGES DES DETTES	-3 443	-3 484

La charge des dettes est restée stable en 2020 à € 3,4 millions.

Nous faisons référence à la note 20 pour plus d'informations sur l'évolution des dettes financières.

NOTE 10 : IMPÔT SUR LE RESULTAT

En EUR milliers	2020	2019
1. TAUX D'IMPÔT EFFECTIF		
Résultat avant impôts (hors sociétés mises en équivalence)	15 382	18 139
Charge (+) / produit (-) d'impôt	6 987	5 368
TAUX D'IMPOT EFFECTIF	45,43%	29,59%
2. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT COMPTABILISÉS AU COMPTE DE RÉSULTATS		
Charges d'impôts courants	6 609	5 259
Charges / (Produits) d'impôts antérieurs	8	242
Charges / (Produits) d'impôts différés	369	-134
TOTAL DES IMPOTS SUR LE RESULTAT	6 987	5 368
3. TOTAL DES IMPÔTS PORTÉS DIRECTEMENT EN FONDS PROPRES	0	0

Le Groupe mène des opérations internationales et est donc soumis aux impôts sur le résultat dans de nombreuses juridictions fiscales différentes.

La charge fiscale sur le résultat avant impôts supportée par le Groupe diffère du montant théorique qui serait obtenu en utilisant le taux d'imposition moyen pondéré applicable aux bénéfices (pertes) des sociétés consolidées.

La charge fiscale comptabilisée dans le compte de résultat peut être détaillée comme suit :

En EUR milliers	2020		2019	
	Base	Impôt	Base	Impôt
4. RÉCONCILIATION DE LA BASE IMPOSABLE ET DES IMPÔTS				
Résultat avant impôts hors sociétés mises en équivalence	15 382	4 047	18 139	4 325
Taux nominal moyen pondéré		26,3%		27,9%
Dépenses Non Admises (hors impôts)	1 698	307	2 079	521
Impact des pertes fiscales non valorisées et des différences permanente	17 574	3 322	4 091	870
Déduction intérêts notionnels	-4	-1	-28	-8
Revenus définitivement taxés	-4 230	-1 042	-1 867	-532
Revenu IKA taxé Florchim	390	62	683	108
Crédit d'impôt		237		50
Impact de l'extourne des IDA (impôts différés actifs) reconnus antérieurement				
Régularisation		55		34
TOTAL BASE IMPOSABLE ET CHARGE D'IMPÔTS EFFECTIVE	30 810	6 988	23 096	5 368
Taux d'impôt effectif		45,4%		29,6%

Le taux d'imposition effectif s'élève à 45,4% en 2020 (2019 : 29,6%). La forte hausse par rapport à 2019 s'explique principalement par des pertes fiscales non valorisées (€ 5,2 millions) et des impairments (€ 4,4 millions). Tenant compte de ces deux éléments, le taux d'imposition effectif aurait été 28,0%.

Les informations relatives aux actifs d'impôts différés sont détaillées dans la note 14.

NOTE 11 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL

En EUR milliers	Goodwill	Fonds de commerce	Coût de développement	Brevets, marques	Logiciels	Autres	Total immobilisations incorporelles
VALEUR D'ACQUISITION							
Au 1 ^{er} janvier 2019	71 493	2 007	3 187	5 313	2 815	1 710	15 031
Acquisitions	7 130		739	419	458	84	1 700
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises		695					695
Cessions et retraits			-696	-7	-85		-789
Variation de change		10	17	28	1	25	80
Transferts et autres			-24	178	78	-139	93
Au 31 décembre 2019	78 623	2 711	3 223	5 929	3 267	1 680	16 810
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR							
Au 1 ^{er} janvier 2019	-5 725	-1 700	-2 045	-4 543	-1 970	-743	-11 000
Amortissements et pertes de valeur		-73	-216	-399	-502	-233	-1 422
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises							
Cessions			696	7	7	4	715
Variation de change			-1	-21	2	-12	-32
Transferts et autres			24	-127	-27	129	-1
Au 31 décembre 2019	-5 725	-1 773	-1 542	-5 082	-2 490	-854	-11 740
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31 DÉCEMBRE 2019	72 898	938	1 681	848	777	826	5 070

En EUR milliers	Goodwill	Fonds de commerce	Coût de développement	Brevets, marques	Logiciels	Autres	Total immobilisations incorporelles
VALEUR D'ACQUISITION							
Au 1 ^{er} janvier 2020	78 623	2 711	3 223	5 929	3 267	1 680	16 810
Acquisitions		6	597	160	126	102	991
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	30 274						
Cessions et retraits			-366		-10	-21	-396
Sortie de périmètre	-3 939			-173	-205		-378
Transfert aux actifs détenus en vue de la vente	-3 239	-530	-412	-82	-59	-147	-1 230
Variation de change		5	-15	-38	-34	-128	-209
Transferts et autres				20	94	-67	47
Au 31 décembre 2020	101 720	2 192	3 028	5 815	3 180	1 419	15 634
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR							
Au 1 ^{er} janvier 2020	-5 725	-1 773	-1 542	-5 082	-2 490	-854	-11 740
Amortissements et pertes de valeur	-1 634	-86	-323	-389	-308	-224	-1 330
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises							
Cessions			39				39
Sortie de périmètre	1 748			81	156		237
Transfert aux actifs détenus en vue de la vente	296	514	412	82	26	147	1 182
Variation de change			4	38	24	83	150
Transferts et autres				6	15	-5	16
Au 31 décembre 2020	-5 315	-1 344	-1 409	-5 264	-2 578	-852	-11 446
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31 DÉCEMBRE 2020	96 405	848	1 619	552	602	567	4 188

Suivant les principes comptables de Floridiene, toutes les immobilisations incorporelles hors goodwill ont une durée d'utilité finie sur laquelle l'actif est amorti. Les régimes d'amortissements propres à chaque catégorie d'actifs incorporels se trouvent détaillés dans la note 3 et 6.

Goodwill

Au 31 décembre 2020, le poste goodwill s'élève à € 96,4 millions, en hausse de € 23,5 millions par rapport au 31 décembre 2019. Cette hausse s'explique principalement par :

- l'acquisition de la société Beneficial Insectary (€ 30,3 millions). Nous faisons référence à la note 32 sur les changements de périmètre pour plus d'information sur ces acquisitions.
- la perte de valeur actée sur le goodwill de notre participation allemande IKA (€ 1,2 million) lors de la classification le 30 juin 2020 de cette participation en « actifs non-courant détenus en vue de la vente » (IFRS 5).
- la classification du goodwill des sociétés Gel Manche (€ - 1,4 million) et Salm Invest (€ -1,5 million) en actifs détenus en vue de la vente.

La valeur comptable du goodwill est principalement composée du goodwill sur les UGT (unités génératrices de trésorerie) suivantes (en millions €) :

Unité génératrice de trésorerie	en millions €
- Biobest	69,5
- Groupe FDG (repreant plusieurs entités juridiques dans la division "Spécialités gastronomiques")	12,3
- Simon Dutriaux	4,9
- Kimflor	1,1
- Karras	2,0
- Enzymes	3,3
- SNAM	1,6
- Delka group	1,6

Conformément à IAS 36 des tests d'impairment sont réalisés tous les ans sur les goodwills et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée des différentes unités génératrices de trésorerie (UGT) du groupe, et plus souvent quand il y a un indicateur significatif de perte de valeur.

Les unités génératrices de trésorerie (UGT) sont déterminées par la direction générale comme étant les plus petites entités opérationnelles autonomes du groupe. De manière générale, chaque entité légale correspond à une UGT pour autant que ses

activités ne soient pas intégrées à d'autres. Dans ce dernier cas, l'ensemble forme une UGT ((i) UGT Karras, (ii) UGT Delka / Altesse, (iii) UGT FDG / Gartal / Pomarom / UAB Camargo et (iv) UGT Enzybel / BSC / Florinvest).

Lorsqu'une entité contient plusieurs activités différentes, nous examinons dans quelle mesure chacune d'elle peut constituer une UGT distincte.

Le test de perte de valeur (impairment test) sur les comptes de l'année N se fait, sur base des données budgétaires, par l'actualisation du « free cash-flow », notamment le résultat d'exploitation (EBIT pré-tax) diminué des investissements et augmenté des amortissements et du besoin en fonds de roulement (BFR) calculé sur base des chiffres au 31 décembre de l'année N-1 de chaque unité génératrice de trésorerie (UGT). Le résultat nous donne le « value in use » des différentes UGT. Pour les holdings n'ayant pas d'activité commerciale, nous ne tenons compte que de « l'Enterprise Value » hors BFR.

Le taux d'actualisation utilisé pour calculer la valeur d'utilité (« value in use ») est le coût moyen pondéré du capital avant impôts (pre-tax WACC), basé sur des références de marché (technical market inputs) et sur des données de groupes comparables dans les mêmes secteurs que le Groupe Floridienne (notamment en ce qui concerne le bêta et l'equity risk premium). Comme nous faisons une actualisation en tenant compte de l'EBIT avant impôts, nous calculons le WACC avant impôts (IAS 36.55).

Les budgets des 3 premières années sont les budgets qui sont approuvés en fin d'année par le Conseil d'Administration du groupe. Pour la suite du test, nous utilisons le budget de l'année N+3 sans taux de croissance en neutralisant les amortissements et investissements de la valeur terminale. Cette règle générale peut faire l'objet d'exceptions lorsque certains événements exceptionnels justifient le fait que les budgets approuvés soient revus ou que les croissances retenues après l'année N+3 soient différentes de zéro.

Nous obtenons ainsi une « Enterprise Value » dont sont déduites les dettes financières (les dettes interco sont réallouées à chaque UGT) pour obtenir l'« Equity Value » que nous comparons à la valeur des fonds propres dans les comptes consolidés de Floridienne.

Si l'Equity Value est inférieure à la valeur des fonds propres dans les comptes consolidés de Floridienne, cela correspond à un indicateur de perte de valeur. Nous comparons alors l'Enterprise Value (hors BFR) à la valeur des actifs immobilisés de cette UGT.

Si ces deux tests sont négatifs, la situation est présentée au Conseil d'Administration qui doit se prononcer sur la perte de valeur à acter sur le goodwill (ou ensuite sur les actifs) de l'UGT concernée.

Les hypothèses retenues lors de ce test pour le calcul du WACC nous ont été fournies par diverses autres sources financières de référence (market inputs) :

- Risk free rate : -0,30% (0,10% en 2019)
- Levered Beta : 1,00 (1,03 en 2019)
- Equity risk premium : 6,71% augmenté d'une prime d'illiquidité de 2%, soit 8,71% (8,81% en 2019)
- Prime Rate 5 ans : -0,39% (0,01% en 2019)
- Premium : 3,04% (2,64% en 2019)
- Debt ratio : 42,61% (38,66% en 2019)
- Pre-tax WACC : 5,96% (6,62% en 2019)
- Taux croissance à l'infini utilisé dans les DCF : 0% (0% en 2019)

Nous estimons que les budgets sont établis de manière prudente, sur base des meilleures estimations disponibles, et discutés en Conseil d'Administration, particulièrement pour les entités en difficultés. Une analyse ex-post (une procédure de back-testing pour les UGT montrant une grande divergence entre les budgets X-1 et les actuals) a été effectuée sur les différentes UGT du groupe, comparant les réalisés par rapport aux budgets de l'année N-1. Cette analyse a mené à revoir de manière plus conservatrice les hypothèses budgétaires retenues par certaines UGT, sans que cela ne génère d'indicateurs supplémentaires de perte de valeur. Floridienne suit attentivement l'évolution des filiales dont les performances récentes sont négatives.

Au terme de l'analyse faite par le Comité d'Audit et Conseil d'Administration, il a été décidé vu les mauvais résultats sur les autres activités de la Division Life Sciences d'acter une perte de valeur de € 0,4 million sur goodwill ainsi qu'une perte de valeur sur autres actifs non courants de € 2,6 millions.

Test de sensibilité

Parmi les hypothèses utilisées, celles dont la variation a des incidences les plus significatives sur les états financiers sont les flux de trésorerie prévisionnels et le taux d'actualisation (WACC). Un test de sensibilité a été réalisé sur le WACC, en l'augmentant de 1%. Ceci ne mène pas à des conclusions différentes.

Nous indiquons en outre que, par la forte diversification des activités du groupe, aucune modification d'une hypothèse particulière à une activité ne peut avoir d'impact très significatif, à elle seule, sur l'entière du groupe. Seule la conjonction de plusieurs hypothèses dans différentes activités peut entraîner des impacts significatifs au niveau du groupe, mais ceci ressort plus d'une analyse « portefeuille » que d'une analyse spécifique à une UGT. Au niveau du portefeuille nous estimons avoir des activités suffisamment peu corrélées entre elles pour minimiser le risque de conjonction d'hypothèses.

Coûts de développement

Les acquisitions reprises en coûts de développement en 2020 (€ 0,6 million) portent principalement sur les activités menées par le groupe Biobest (€ 0,4 million) et représentent les efforts de « développement » continus pour lesquels les conditions prescrites par IAS 38 ont pu être démontrées et documentées. Ce montant ne représente qu'une (faible) partie de la totalité des activités R&D (Research & Development) menées par ce groupe. En effet, la plupart des efforts R&D sont pris en résultat pendant l'année en absence de documentation formelle des conditions prescrites par IAS 38.

Biobest Canada et Biobest USA ont arrêté certains projets de développement vu que leur faisabilité technique n'a pu être démontrée. Cet impact est présenté en « Cessions et retraits ».

NOTE 12 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET ACTIFS AU TITRE DU DROIT D'UTILISATION

En EUR milliers	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Immobilisations corporelles en cours de production	Autres immobilisations corporelles	Total
VALEUR D'ACQUISITION						
Au 1 ^{er} janvier 2019	69 215	91 449	12 076	4 134	7 828	184 702
Acquisitions	4 976	8 203	2 512	2 580	859	19 129
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises			8		816	824
Cessions		-1 700	-666	-88	-62	-2 515
Variation de change	1	293	-22	1	412	685
Transferts et autres	140	-428	68	146	236	162
Au 31 décembre 2019	74 332	97 816	13 977	6 774	10 088	202 986
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR						
Au 1 ^{er} janvier 2019	-38 008	-69 584	-8 881	-253	-5 416	-122 143
Amortissements de l'année	-2 517	-4 941	-1 395	-3	-812	-9 669
Amortissements cumulés acquis par voie de regroupement d'entreprises			-2			-2
Pertes de valeur / dépréciations						
Cessions		1 670	558		62	2 289
Variation de change	-30	-185	8	0	-276	-483
Transferts et autres	-45	27	-26		-210	-253
Au 31 décembre 2019	-40 600	-73 014	-9 739	-257	-6 652	-130 262
VALEUR NETTE COMPTABLE	33 732	24 802	4 237	6 517	3 436	72 724
Au 31 décembre 2019						
Dont valeur nette des actifs en location-financement		1 855	144			1 998

En EUR milliers	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Immobilisations corporelles en cours de production	Autres immobilisations corporelles	Total
VALEUR D'ACQUISITION						
Au 1 ^{er} janvier 2020	74 332	97 816	13 977	6 774	10 088	202 986
Acquisitions	2 195	5 440	1 710	2 796	1 043	13 185
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises		3 923	114		1 847	5 884
Cessions	-89	-372	-581	-7	-227	-1 277
Sortie de périmètre	-8 454	-14 123	-2 201	-38		-24 816
Transfert aux actifs détenus en vue de la vente	-8 220	-6 076	-529	-37		-14 862
Variation de change	-1 152	-1 778	-504	-13	-328	-3 775
Transferts et autres	3 008	-322	28	-2 571		144
Au 31 décembre 2020	61 621	84 508	12 015	6 903	12 423	177 470
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR						
Au 1 ^{er} janvier 2020	-40 600	-73 014	-9 739	-257	-6 652	-130 262
Amortissements de l'année	-2 859	-5 587	-1 440	-25	-840	-10 751
Amortissements cumulés acquis par voie de regroupement d'entreprises		-2 468	-85		-954	-3 507
Pertes de valeur / dépréciations						
Cessions	73	391	505		206	1 175
Sortie de périmètre	5 475	13 023	2 057			20 555
Transfert aux actifs détenus en vue de la vente	4 722	4 980	390			10 092
Variation de change	269	937	271	0	209	1 686
Transferts et autres	-433	237	-13		8	-201
Au 31 décembre 2020	-33 353	-61 501	-8 054	-281	-8 023	-111 212
VALEUR NETTE COMPTABLE	28 268	23 007	3 961	6 622	4 400	66 257
Au 31 décembre 2020						
Dont valeur nette des actifs en location-financement		1 945	143			2 088

Nous renvoyons à la note 3 des principes comptables en ce qui concerne les méthodes d'évaluation des immobilisations corporelles et leurs régimes d'amortissements.

Le groupe a poursuivi ses programmes d'investissements en 2020, principalement chez Biobest (Division Life Sciences), chez SNAM (Division Chemicals) et chez FDG et Delka (Division Gourmet Food), mais aussi dans les autres activités du Groupe.

Les sorties de périmètre et le transfert aux actifs détenus en vue de la vente ont contribué à la baisse des immobilisations corporelles au 31 décembre 2020 à hauteur de € 9,0 millions (en valeur nette).

Au 31 décembre 2020, le Groupe a consenti des nantissements fermes (hypothèques) sur des terrains et bâtiments à hauteur de € 3,8 millions, et des mandats hypothécaires à hauteur de € 5,6 millions. Nous renvoyons à la Note 26 pour plus d'informations.

Pertes de valeur sur actifs non financiers

Le groupe a procédé, conformément à l'IAS 36, à un examen des valeurs comptables des actifs du Groupe afin d'y déceler d'éventuelles indications d'impairment.

La valeur des immobilisations corporelles du groupe est évaluée à la valeur la plus élevée entre leur valeur d'utilisation (testée dans le cadre des tests d'impairment des UGT) et leur valeur de marché (valeur recouvrable).

Le test n'a pas relevé d'indicateurs significatifs de pertes de valeur sur des immobilisations corporelles dans le Groupe en 2020.

Actifs au titre du droit d'utilisation (leasing)

En EUR milliers	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisations coporelles	Total
VALEUR D'ACQUISITION					
Au 1 ^{er} janvier 2019					
Première adoption norme IFRS 16	2 818	105	1 508		4 431
Acquisitions	818	176	118		1 112
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	620				620
Cessions	-30				-30
Variation de change	78		6		84
Transferts et autres			17		17
Au 31 décembre 2019	4 305	281	1 649		6 235
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR					
Au 1 ^{er} janvier 2019					
Amortissements de l'année	-991	-50	-470		-1 511
Amortissements cumulés acquis par voie de regroupement d'entreprises					
Pertes de valeur / dépréciations					
Cessions	-1				-1
Variation de change	-4		0		-4
Transferts et autres					
Au 31 décembre 2019	-996	-50	-470		-1 516
VALEUR NETTE COMPTABLE	3 309	231	1 179		4 719

En EUR milliers	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisations coporelles	Total
VALEUR D'ACQUISITION					
Au 1 ^{er} janvier 2020	4 305	281	1 649		6 235
Acquisitions	685	36	637		1 358
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	4 821				4 821
Cessions	-515		-42		-557
Sortie de périmètre			-300		-300
Transfert aux actifs détenus en vue de la vente			-185		-185
Variation de change	-343	0	-20		-363
Transferts et autres	-52		124		72
Au 31 décembre 2020	8 901	317	1 863		11 081
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR					
Au 1 ^{er} janvier 2020	-996	-50	-470		-1 516
Amortissements de l'année	-1 063	-27	-578		-1 669
Amortissements cumulés acquis par voie de regroupement d'entreprises					
Pertes de valeur / dépréciations					
Cessions	140	16	33		189
Sortie de périmètre			168		168
Transfert aux actifs détenus en vue de la vente			98		98
Variation de change	41	0	8		48
Transferts et autres	17	0	-33		-17
Au 31 décembre 2020	-1 862	-61	-774		-2 697
VALEUR NETTE COMPTABLE	7 040	256	1 088		8 384

Les acquisitions portent en grande partie sur :

- Le regroupement d'entreprises avec Beneficial Insectary. Lors du « purchase price allocation », le contrat de location sur le bâtiment a été reconnu conformément la norme IFRS 16.
- Des prorogations suite au non-exercice des « termination options » en 2020.

NOTE 13 : PARTICIPATIONS MISES EN ÉQUIVALENCE

En EUR milliers	2020	2019
VALEUR D'ACQUISITION		
Au 1 ^{er} janvier	4 765	4 421
Acquisitions - augmentation capital	648	
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises		
Résultats de l'exercice	47	383
Dividendes versés	-99	
Changements de méthode de consolidation/périmètre	-21	
Ecart de conversion	-175	-39
Divers	-2 561	
Au 31 décembre	2 604	4 765

Les sociétés consolidées par mise en équivalence dans le groupe en 2020 sont Chemcom, TecnoScent, PT Bromélaïne, Kocaman Camargo, Virunga Enzymes, Real IPM UK, Nema Terra et Terhormon. La liste des entreprises associées et des coentreprises est disponible à la note 30.

En ce qui concerne TecnoScent, société en cours de liquidation, un litige oppose Givaudan à Chemcom concernant le partage des actifs de cette société. Ceci empêche dès lors de finaliser la liquidation de TecnoScent. Plus d'informations concernant ce litige sont disponibles dans le rapport de gestion du présent rapport annuel.

Le test de pertes de valeur (impairment test), décrit dans la note 11, a été réalisé sur les participations mises en équivalence et une perte de valeur de € 2,6 millions a été enregistrée en raison des mauvais résultats de nos autres activités de la Division Life Sciences.

Participations dans des entreprises associées et co-entreprises

Les entreprises associées et co-entreprises qui ne sont pas classées comme détenues en vue de la vente/activités abandonnées sont consolidées en appliquant la méthode de la mise en équivalence.

	2020			2019		
en EUR milliers	Co-entreprises	Entreprises associées	TOTAL	Co-entreprises	Entreprises associées	TOTAL
Participations dans des entreprises associées et co-entreprises	1 227	1 377	2 604	1 005	3 760	4 765
Résultats des entreprises associées et co-entreprises	395	-347	48	361	22	383

La diminution des résultats des entreprises associées par rapport au 2019 est principalement liée au résultat de la société Chemcom.

Les tableaux ci-dessous présentent le résumé de l'état de la situation financière au 31 décembre 2020 des principales entreprises associées et coentreprises du groupe.

2020 - Co-entreprises	Kocaman Ca-margo	Tecnoscent	PT Bromélaïne
Pourcentage de détention	50,00%	50,00%	50,00%
Secteur opérationnel	Gourmet Food	Life Sciences	Life Sciences
Pays	Turquie	Belgique	Indonésie
Etat de la situation financière (KEUR)			
Total des actifs	791	14	4 105
Total des dettes financières à long terme	Néant	Néant	124
Dividendes encaissés par le Groupe	Néant	Néant	Néant
Restrictions contractuelles	Néant	Néant	Néant

2020 – Entreprises associées	Chemcom	Real IPM UK	Nema Terra	Terhormon	Virunga Enzymes
Pourcentage de détention	41,56%	25,00%	33,33%	24,75%	30,00%
Secteur opérationnel	Life Sciences	Life Sciences	Life Sciences	Life Sciences	Life Sciences
Pays	Belgique	Royaume-Uni	Belgique	Italie	RDC
Etat de la situation financière (KEUR)					
Total des actifs	3 314	376	133	7 541	485
Total des dettes financières à long terme	248	862	Néant	1 374	Néant
Dividendes encaissés par le Groupe	Néant	Néant	Néant	99	Néant

2019 – Co-entreprises	Kocaman Camargo	Tecnoscent	PT Bromélaine
Pourcentage de détention	50,00%	50,00%	50,00%
Secteur opérationnel	Gourmet Food	Life Sciences	Life Sciences
Pays	Turquie	Belgique	Indonésie
Etat de la situation financière (KEUR)			
Total des actifs	935	14	3 657
Total des dettes financières à long terme	Néant	Néant	Néant
Dividendes encaissés par le Groupe	Néant	Néant	Néant
Restrictions contractuelles	Néant	Néant	Néant

2019 – Entreprises associées	Chemcom	Real IPM UK	Nema Terra	Terhormon*	Virunga Enzymes
Pourcentage de détention	41,01%	25,00%	33,33%	24,75%	30,00%
Secteur opérationnel	Life Sciences	Life Sciences	Life Sciences	Life Sciences	Life Sciences
Pays	Belgique	Royaume-Uni	Belgique	Italie	RDC
Etat de la situation financière (KEUR)					
Total des actifs	3 564	73	114	7 041	1 006
Total des dettes financières à long terme	357	563	Néant	1 859	Néant
Dividendes encaissés par le Groupe	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

[*] Terhormon : après fusion avec Terzym

NOTE 14. ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les impôts différés détaillés par différence temporaire sont présentés dans le tableau ci-dessous :

En EUR milliers	Actif		Passif		Net	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Actifs des régimes de pension	258	618	0	0	258	618
Immobilisations corporelles	161	637	1 092	1 280	-931	-643
Immobilisations incorporelles	24	24	434	400	-410	-375
Stocks	122	82	344	473	-223	-391
Provisions et avantages du personnel	3 344	229	756	741	2 588	-512
Pertes fiscales	364	918	73	309	291	609
Créances commerciales et autres débiteurs	95	109	273	270	-178	-161
Compensation par entité fiscale	-11	-487	-85	-487	74	0
Actifs / (passifs) d'impôts différés	4 357	2 131	2 888	2 986	1 469	-855

L'augmentation des impôts différés actifs (€4,4 millions contre € 2,1 millions fin 2019) est en grande partie expliqué par l'actif d'impôts différés (€ 2,7 millions) sur la provision constituée lors de l'allocation du prix d'acquisition (Purchase Price Allocation – PPA) de Beneficial Insectary au moment de la prise de contrôle (30/11/2020).

Au bilan, on retrouve les impôts différés suivants :

En EUR milliers	2020	2019
A l'actif	4 357	2 131
Au passif	-2 888	-2 986
Net	1 469	-855

En application des règles IFRS, les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés bilamment par unité fiscale.

Différences temporaires ne donnant pas lieu à la reconnaissance d'impôts différés

Aucun impôt différé passif n'est comptabilisé sur les différences temporelles imposables entre la valeur comptable et la valeur fiscale des titres de participations lorsque le groupe est en mesure de contrôler la date de reversement de la différence temporelle et qu'il est probable que cette différence ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Réformes fiscales

Le Groupe tient compte des implications des réformes fiscales adoptées ou quasi adoptées.

Impôts différés sur pertes fiscales

Des impôts différés sur des pertes fiscales sont reconnus dans une entité fiscale lorsqu'il y a des indicateurs satisfaisants de rentabilité future dans cette société permettant d'entrevoir la récupération de ces pertes fiscales dans un délai raisonnable. Ces tests de récupération sont faits sur base des budgets de ces sociétés, qui sont présentés au et validés par le Conseil d'Administration de Floridienne. Les hypothèses retenues à la base des budgets sont les mêmes que les hypothèses budgétaires retenues dans le test annuel de perte de valeur.

Dans l'évaluation des indicateurs satisfaisants de rentabilité future et ainsi la probabilité de récupération des impôts différés activés, le groupe considère les éléments suivants :

- 1) la profitabilité dans le passé (au moins 2 années consécutives de profits antérieurs sont nécessaires pour reconnaître des IDA) et
- 2) la profitabilité attendue sur les 3 années à venir sur base des budgets (futur prudent et prévisible).

Le stock d'impôts différés activés sur pertes fiscales s'élève à € 0,4 million dans le groupe à fin 2020 (€ 0,9 million à fin 2019).

Déficits fiscaux non utilisés

Au 31 décembre 2020, le groupe dispose de pertes fiscales non valorisées dans le bilan à hauteur de € 17,7 millions (2019 : € 17,7 millions).

Les actifs d'impôts différés non comptabilisés concernent en majorité les entités Floridienne, Florinvest, SNAM, Escargots Courbeyre, Surgemer et Franco International Capital, pour lesquelles il n'existe pas aujourd'hui de visibilité suffisante sur la récupérabilité des pertes à terme tenant compte des éléments/critères décrits ci-dessus.

Sur base des budgets et de la législation actuelle, la grande majorité de ces pertes est attendue à être utilisée dans le futur, mais il a été décidé de ne pas reconnaître d'impôts différés sur ces pertes étant donné les perspectives de récupérabilité à plus long terme de ces prévisions.

NOTE 15 : AUTRES ACTIFS NON COURANTS ET COURANTS

15.1 Autres actifs non courants

En EUR milliers	Actions	Prêts	Autres	Total
VALEUR D'ACQUISITION				
Au 1er janvier 2019	3 412	2 548	810	6 771
Acquisitions		92	51	143
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises				
Cessions et retraits	0	-233	-48	-281
Variation de change	0	16	0	16
Transfert d'un poste à un autre	0	-10	0	-10
Divers	44			44
Au 31 décembre 2019	3 456	2 413	814	6 683
AMORTISSEMENTS ET PERTE DE VALEUR				
Au 1er janvier 2019	-529	-644		-1 172
Pertes de valeur actées		-30		-30
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises				
Cessions				
Cessions par voie de regroupement d'entreprises				
Variation de change				
Transfert d'un poste à un autre				
Divers				
Au 31 décembre 2019	-529	-674		-1 202
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31 DÉCEMBRE 2019	2 927	1 739	814	5 480
VALEUR D'ACQUISITION				
Au 1er janvier 2020	3 456	2 413	814	6 683
Acquisitions	9	459	-37	430
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises				
Cessions et retraits		-54	-11	-66
Sortie de périmètre	-9	-102		-110
Transfert aux actifs détenus en vue de la vente		-187	-10	-197
Variation de change	-1	-76		-77
Transfert d'un poste à un autre		-376		-376
Juste valeur instrument financier dérivé - hedging	0		701	701
Au 31 décembre 2020	3 455	2 077	1 457	6 988
AMORTISSEMENTS ET PERTE DE VALEUR				
Au 1er janvier 2020	-529	-674		-1 202
Pertes de valeur actées		-299		-299
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises				
Cessions				
Sortie de périmètre				
Transfert aux actifs détenus en vue de la vente		27		27
Variation de change				
Transfert d'un poste à un autre				
Divers				
Au 31 décembre 2020	-529	-946		-1 474
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31 DÉCEMBRE 2020	2 926	1 131	1 457	5 514

Les autres actifs non courants ont légèrement augmenté au 31 décembre 2020 par rapport au 31 décembre 2019.

La rubrique «Actions» comprend principalement notre participation de 50 % dans la société française LARZUL (valeur comptable de € 2,6 millions) qui reste évaluée au coût historique déprécié, en absence d'une base objective permettant de la valoriser à la juste valeur. Jusqu'ici, le Groupe n'a pas encore eu la possibilité d'exercer son pouvoir de contrôle sur cette société, ni d'obtenir des états financiers (audités) de la filiale. Toutefois, compte tenu des éléments à sa disposition, et du fait que Floridienne reste confiante quant à l'issue des procédures judiciaires qui nous opposent à Larzul et ses dirigeants (voir également le rapport de gestion pour plus d'informations sur les procédures en cours contre Larzul), Le Conseil estime que la valeur comptable de cette participation (€ 2,6 millions) et de ses créances vis-à-vis de la société (€ 1,5 millions) n'est pas supérieure à une estimation prudente de sa valeur recouvrable ou d'utilisation, tenant compte des synergies envisagées avec les activités du Groupe une fois que le contrôle se concrétisera. Cette position a été renforcée par le fait que le Groupe a – dans le cadre du processus en cours – obtenu une visibilité sur les résultats (nets) de la société Larzul.

La rubrique «Prêts» reprend divers prêts à long terme octroyés par le Groupe à certaines de ses participations mises en équivalence, PT Bromélaïne et Virunga Enzymes principalement.

L'augmentation de la rubrique «Autres» porte principalement sur la juste valeur des instruments (dérivés) de couverture de flux de trésorerie contractés au niveau de Biobest (valeur nominale de \$ 39 millions), qui est évaluée au 31 décembre 2020 à € 0,7 million. Cet instrument de couverture a été conclu pour aligner la devise applicable aux remboursements futurs des contrats de financement conclus dans le cadre de l'acquisition de Beneficial Insectary Inc. avec la devise fonctionnelle de Beneficial Insectary Inc. (c'est-à-dire le dollar USD). Ceci permettra aux cash flows générés par cette société d'être utilisés pour rembourser cette dette.

L'«earn-out» négocié dans le cadre de la vente de notre activité Retardateurs de flammes en 2015, et valorisé à € 0,5 million dans les Autres actifs financiers non courants du bilan, a fait l'objet d'une analyse de perte de valeur annuelle. Compte tenu des informations en notre possession et les prévisions de commercialisation des retardateurs de flammes, nous restons confiants dans la possibilité de toucher un montant significatif (montant prudemment estimé à au moins € 0,5 million) d'earn-out à la suite de cette cession, et ne jugeons dès lors pas nécessaire d'acter de perte de valeur sur cet actif.

15.2 Autres actifs courants

En EUR milliers	2020	2019
Autres créances	6 281	6 306
Autres actifs courants	2 760	1 954
TOTAL DES AUTRES ACTIFS COURANTS	9 041	8 260

NOTE 16 : ACTIFS NON COURANTS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

Le Groupe a clôturé en janvier 2021 la vente de sa filiale Gel Manche S.A.S. ainsi que la cession de sa participation majoritaire dans la société Salm Invest S.A.

Située à Carentan en Normandie, Gel Manche est spécialisée dans les produits mixés et moulinsés pour hôpitaux. Elle prépare et conditionne également des terrines de la mer (poissons et crustacés) et des salades traiteurs. Basée à Fleurus (Belgique), Salm Invest est spécialisée dans le commerce et la production de saumon fumé.

A la suite de la cession de nos filiales Gel Manche S.A.S. et Salm Invest S.A., les actifs et passifs de ces sociétés sont présentées en actifs et passifs détenus en vue de la vente séparément des autres postes du bilan en application de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ». Les activités de Gel Manche S.A.S. et Salm Invest S.A. ne représentent pas une ligne d'activité et une région géographique principale distincte et ne sont dès lors pas considérées comme une activité abandonnée. Dès lors, la contribution de ces sociétés aux éléments consolidés du résultat global n'est pas présentée distinctement des autres activités du Groupe.

Le classement de ces actifs (ou groupe d'actifs) en actifs détenus en vue de la vente, n'a pas engendré de pertes de valeur au 31 décembre 2020 étant donné que les valeurs de réalisation ne sont pas inférieures aux valeurs comptables de ces actifs.

En 2020, ces sociétés ont été consolidées entièrement. Elles ont représenté un chiffre d'affaires cumulé de €56,9 millions (en chute de €32,6 millions, principalement lié aux activités de négoce de saumon) et un EBITDA négatif de € 0,5 million (en baisse de €0,9 million). Ces deux transactions confirment la volonté du Groupe de concentrer sa Division Gourmet Food sur ses marchés de spécialités.

Etat financiers des actifs détenus en vue de la vente

Résultat Gel Manche S.A.S.

En EUR milliers	31/12/20	31/12/19
PRODUITS OPERATIONNELS	17 026	26 529
Chiffre d'affaires	16 968	26 467
Autres produits opérationnels	58	62
CHARGES OPERATIONNELLES (-)	-17 331	-26 763
Approvisionnements et matières premières	-9 241	-14 490
Frais de personnel	-3 694	-4 087
Autres charges opérationnelles	-4 395	-8 186
EBITDA	-305	-234
Amortissements et pertes de valeur	-354	-392
RESULTAT OPERATIONNEL	-659	-625
Charge des dettes	-21	-17
Résultat financier	5	9
RESULTAT AVANT IMPOTS	-675	-634
Impôt sur le résultat	193	171
RESULTAT CONSOLIDE DE LA PERIODE	-483	-463

Situation financière Gel Manche S.A.S.

ACTIFS EN EUR MILLIERS	31/12/20
ACTIFS NON COURANTS	3 241
Immobilisations incorporelles	16
Goodwill	1 483
Actifs au titre du droit d'utilisation	4
Immobilisations corporelles	1 538
Actifs d'impôts différés	37
Autres actifs	162
ACTIFS COURANTS	3 558
Stocks	1 764
Créances commerciales	1 472
Actifs d'impôts courants	186
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6
Autres actifs	131
TOTAL DE L'ACTIF	6 799
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS EN EUR MILLIERS	31/12/20
PASSIFS	3 644
Passifs non courants	976
Dettes portants intérêts	485
Subsides reçus	136
Avantages au personnel	305
Passifs d'impôt différé	50
Passifs courants	2 668
Dettes portant intérêts	502
Dettes d'obligation locative	5
Passifs sur activités discontinuées	28
Provisions	66
Dettes commerciales	1 382
Passifs d'impôts courants	40
Autres passifs	646
TOTAL DU PASSIF	3 644

Flux de trésorerie Gel Manche S.A.S.

En EUR milliers	31/12/20	31/12/19
Cash flow net relatif aux activités opérationnelles	344	61
Trésorerie d'investissements	-182	-331
Trésorerie de financement	-190	205
VARIATION DE TRÉSORERIE	-28	-66

Résultat des sociétés Salm Invest S.A. et Vendsyssel S.A.

En EUR milliers	31/12/20	31/12/19
PRODUITS OPERATIONNELS	41 414	66 685
Chiffre d'affaires	40 593	66 250
Autres produits opérationnels	822	435
CHARGES OPERATIONNELLES (-)	-41 568	-66 089
Approvisionnements et matières premières	-35 235	-58 864
Frais de personnel	-2 519	-3 037
Autres charges opérationnelles	-3 814	-4 188
EBITDA	-154	596
Amortissements et pertes de valeur	-558	-443
RESULTAT OPERATIONNEL	-712	152
Charge des dettes	-92	-124
Résultat financier	-8	5
RESULTAT AVANT IMPOTS	-812	33
Impôt sur le résultat	-2	-11
RESULTAT CONSOLIDE DE LA PERIODE	-814	22

Situation financière des sociétés Salm Invest S.A. et Vendsyssel S.A.

ACTIFS EN EUR MILLIERS	31/12/20
ACTIFS NON COURANTS	4 832
Immobilisations incorporelles	33
Goodwill	1 460
Actifs au titre du droit d'utilisation	83
Immobilisations corporelles	3 231
Actifs d'impôts différés	17
Autres actifs	8
ACTIFS COURANTS	11 026
Stocks	2 473
Créances commerciales	8 146
Actifs d'impôts courants	63
Trésorerie et équivalents de trésorerie	155
Autres actifs	190
TOTAL DE L'ACTIF	15 858
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS EN EUR MILLIERS	31/12/20
PASSIFS	15 938
Passifs non courants	2 493
Dettes portants intérêts	2 098
Dettes d'obligation locative	45
Subsides reçus	311
Passifs d'impôt différé	38
Passifs courants	13 444
Dettes portant intérêts	6 147
Dettes d'obligation locative	40
Dettes commerciales	6 826
Passifs d'impôts courants	144
Autres passifs	288
TOTAL DU PASSIF	15 938

Flux de trésorerie des sociétés Salm Invest S.A. et Vendsyssel S.A.

En EUR milliers	31/12/20	31/12/19
Cash flow net relatif aux activités opérationnelles	3 208	-1 645
Trésorerie d'investissements	-143	1 773
Trésorerie de financement	-3 224	-140
VARIATION DE TRÉSORERIE	-158	-11

NOTE 17 : STOCKS – STOCKS BIOLOGIQUES

En EUR milliers	2020	2019
Matières premières et consommables	26 259	28 063
En cours de fabrication	2 519	2 703
Produits finis	11 138	13 589
Marchandises	6 996	9 534
Autres stocks	61	222
TOTAL DES STOCKS	46 973	54 111
TOTAL DES STOCKS BIOLOGIQUES	3 508	3 209

Les stocks (en ce compris les stocks biologiques) diminuent de € 6,8 millions en 2020 par rapport à 2019. Cette baisse s'explique principalement par :

- Les sorties de périmètre de IKA: - € 4,3 millions.
- La classification des actifs de Gel Manche et Salm Invest Groupe comme actifs détenus en vue de la vente (IFRS 5) pour un montant de € 3,8 millions.

En dehors des fonds de commerce mis en gage (détaillé dans la note 26), aucun stock n'a été déposé en garantie.

Les stocks biologiques de Biobest portent principalement sur des stocks de bourdons élevés par Biobest, et sont valorisés conformément à la norme IAS 41 («Agriculture») à la juste valeur diminuée des coûts de vente (frais estimés au point de vente).

Nous faisons référence à la note 3.7 pour plus d'explications sur la méthodologie appliquée dans l'estimation de la juste valeur diminuée des coûts de vente des stocks biologiques.

Au 31 décembre 2020, le montant des réductions de valeur sur stocks et des reprises mises en charge/revenu durant l'exercice se présente comme suit :

En EUR milliers	2020	2019
DOTATIONS RÉDUCTIONS DE VALEUR		
Matières premières et consommables	-92	-23
En cours de fabrication	-8	0
Produits finis	-51	-12
Marchandises	-43	0
Autres stocks	0	0
Stocks biologiques		
TOTAL DES DOTATIONS	-195	-36
REPRISES RÉDUCTIONS DE VALEUR		
Matières premières et consommables	0	24
En cours de fabrication	0	3
Produits finis	0	5
Marchandises	0	1
Autres stocks	0	0
Stocks biologiques	0	0
TOTAL DES REPRISES	0	33
AJUSTEMENT NET DE L'EXERCICE	-195	-3

Les dotations aux réductions de valeur de l'exercice concernent principalement des stocks de produits qui ont été ajustés à leur prix de marché au 31 décembre 2020, afin de tenir compte de leur valeur nette de réalisation dans un contexte baissier.

NOTE 18 : AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS

En EUR milliers	2020	2019
Actifs financiers courants	6	7
Créances diverses	611	596
TOTAL DES AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS	616	602

NOTE 19 : TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

En EUR milliers	2020	2019
Argent en caisse	352	295
Solde bancaire	48 803	21 787
Compte à court terme	321	9
Solde bancaire et compte à court terme attribuable aux actifs détenus en vue de la vente	160	0
TOTAL	49 637	22 091

La trésorerie et équivalents de trésorerie augmentent de € 27,4 millions par rapport à 2019. Ceci s'explique principalement par la cession d'IKA et aux financements obtenus par Biobest pour un montant total de € 40 millions. Nous renvoyons à la note sur les Flux de trésorerie consolidés pour plus d'information sur l'évolution de la situation de trésorerie du Groupe au cours de l'exercice 2020.

NOTE 20 : DETTES PORTANT INTÉRÊT

En EUR milliers	2020	2019	Juste valeur au 31.12.2020
Emprunts bancaires	105 249	60 916	111 524
Emprunts obligataires	22 000	22 000	25 394
Dettes d'obligation locative	8 227	4 794	
Instruments financiers dérivés	249	317	249
Contrats de location-financement	2 474	1 978	2 474
Découverts bancaires	11 233	22 913	
Autres emprunts	11 371	10 349	
TOTAL DES DETTES FINANCIÈRES	160 802	123 268	

Evolution de l'endettement du Groupe

Les découverts bancaires sont constitués de dettes à court terme souvent inférieures à 1 et 2 mois et sont destinés à financer une partie de notre besoin en fonds de roulement, principalement en fin d'année où il est le plus élevé en raison de notre forte saisonnalité dans la Division Gourmet Food. Ils diminuent dès lors fortement dès le mois de janvier, pour réaugmenter progressivement au cours du second semestre de l'exercice.

Les tirages sur découverts bancaires ont diminué de € 11,7 millions au 31 décembre 2020.

Les emprunts bancaires et obligataires sont des dettes à long terme contractées auprès de banques ou d'institutionnels, avec des maturités et des plans de remboursements variables, et généralement à taux fixes. Nos dettes à long terme ont augmenté de € 44,3 millions par rapport à 2020. Ceci s'explique principalement par des prêts à long terme pour un total de € 40,0 millions octroyés par un consortium d'investisseurs institutionnels à Biobest dans le cadre de l'acquisition de Beneficial Insectary.

L'endettement financier du Groupe a globalement augmenté de € 37,5 millions en 2020 par rapport à 2019.

La trésorerie ayant augmenté de € 27,4 millions, la dette nette (Dettes financières - trésorerie) a dès lors augmenté en réalité de € 6,6 millions en 2020, ce qui est tout à fait raisonnable par rapport à la croissance de ses résultats.

La résilience des activités du Groupe au cours de l'exercice 2020, la cession d'IKA en octobre 2020 et la classification de la cession en janvier 2021 de Gel Manche et Salm Invest dans passifs associés aux actifs détenus en vue de la vente ont permis de limiter fortement l'augmentation de l'endettement net du Groupe lié à l'acquisition de Beneficial Insectary en novembre 2020. L'endettement raisonnable du Groupe autorise celui-ci à saisir les opportunités d'acquisition qui pourraient se présenter à l'avenir.

Taux d'intérêt

Tous les emprunts bancaires à long terme sont souscrits à des taux d'intérêts fixes excepté € 14,8 millions qui sont basés sur des taux à court terme. Le taux moyen pondéré des emprunts bancaires à taux fixe est de 2,60% (2019 : 3,02%).

En dehors des € 49,5 millions de trésorerie du Groupe, le Holding dispose pour faire face à ses engagements de lignes de crédit auprès d'institutions financières à hauteur de € 24,8 millions (€ 31,2 millions fin 2019). Au 31 décembre 2020 le montant utilisé s'élevait à € 11,2 millions soit 45%.

Les «instruments financiers dérivés» concernent principalement des contrats IRS pris au niveau du Groupe (€ 0,2 million à fin 2020). Ils sont considérés comme des couvertures de flux de trésorerie avec variation de leur juste valeur en Autres éléments du résultat global.

Covenants

Floridienne SA a signé des covenants bancaires dans le cadre de l'octroi de plusieurs prêts par ses banques. Tous ces covenants étaient respectés au 31 décembre 2020.

Le groupe Biobest doit respecter un covenant dans le cadre de ses financements bancaires et des prêts à long terme obtenus en 2020 pour un montant total de € 40,0 millions. Il s'agit d'un covenant de maintien de son leverage ratio (Dettes financières nettes / EBITDA), calculé au niveau de Biobest Groupe. Au 31 décembre 2020, ce covenant est respecté.

Enzybel International SA a signé un covenant bancaire en 2015 dans le cadre d'un nouveau financement bancaire. Il s'agit d'un covenant de maintien de son ratio de solvabilité. Au 31 décembre 2020, ce covenant était respecté.

Blue Star Chemicals NV a signé un covenant bancaire en 2015 dans le cadre d'un nouveau financement bancaire. Il s'agit d'un covenant de maintien de son ratio de solvabilité. Au 31 décembre 2020, ce covenant était largement respecté.

Emprunts obligataires

Comme présenté dans le tableau ci-dessous, Floridienne et Biobest ont émis deux emprunts obligataires, en 2015 et 2017. Les détails de ces emprunts obligataires étaient les suivants au 31 décembre 2020 :

	Valeur nominale en devise (en milliers)	Taux d'intérêt nominal	Taux d'intérêt effectif	Coté/non-coté	Échéance	Juste valeur	Valeur comptable (incl intérêts courus)
EUR	15 000	4,0%	4,0%	non-coté	2025	17 980	15 312
EUR	7 000	3,9%	3,9%	non-coté	2027	7 414	7 253

Echéanciers des dettes courantes et non courantes

En EUR milliers	2020	2019
Découverts bancaires	11 233	23 587
Emprunts échéant dans l'année des dettes long terme	19 875	17 280
Emprunts échéant entre la 2 ^e et 5 ^e année	64 462	54 433
Emprunts échéant au-delà de la 5 ^e année	64 983	27 650
Passif financiers non-dérivés	160 553	122 950
Instruments financiers dérivés	249	317
Passif financiers dérivés	249	317
TOTAL DES DETTES FINANCIERES (A COURT ET LONG TERME)	160 802	123 268

Evolution des dettes portant intérêt

En EUR milliers	2020
Au 1 ^{er} janvier 2020	123 268
Entrée de périmètre	4 733
Nouvelles dettes à long terme	54 357
Augmentation dettes liées aux options d'achat/vente avec les minoritaires	1 456
Remboursements de dettes à long terme	-5 914
Variation découvert bancaire	-5 746
Impact écart de change	-1 432
Autres variations	-397
Sortie de périmètre	-200
Transfert aux passifs associés aux actifs détenus en vue de la vente	-9 323
AU 31 DÉCEMBRE 2020	160 802

NOTE 21 : PROVISIONS**Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2019**

En EUR milliers	Garanties	Contentieux	Environnement	Autres	Total
Au 1 ^{er} janvier 2019	129	285	666	385	1 464
dont provisions non courantes		270	666	207	1 144
dont provisions courantes	129	14		177	321
Dotations		35		303	338
Acquisitions et variations de périmètre					
Cessions suite à des scissions d'entreprises					
Utilisations		-182		-146	-328
Reprises	-3				-3
Ecart de conversion		0		4	4
Autres				215	215
Au 31 décembre 2019	126	138	666	761	1 691
dont provisions non courantes		93	666	695	1 454
dont provisions courantes	126	45		66	237

Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020

En EUR milliers	Garanties	Contentieux	Environnement	Autres	Total
Au 1 ^{er} janvier 2020	126	138	666	761	1 691
dont provisions non courantes		93	666	695	1 454
dont provisions courantes	126	45		66	237
Dotations					
Acquisitions et variations de périmètre		90		34	124
Sortie de périmètre	-123			-224	-347
Transfert aux actifs détenus en vue de la vente		-66			-66
Utilisations				-159	-159
Reprises	-3				-3
Ecart de conversion				-30	-30
Autres		-35		172	137
Au 31 décembre 2020		127	666	553	1 346
dont provisions non courantes		102	666	551	1 319
dont provisions courantes		25		2	27

Les provisions ont diminué de € - 0,3 million au 31 décembre 2020 par rapport au 31 décembre 2019. Cette baisse s'explique essentiellement par la sortie du périmètre de notre filiale allemande IKA.

Nous estimons avoir provisionné l'ensemble des risques liés aux différents postes repris ci-dessus et notamment en ce qui concerne les contentieux et l'environnement. Les risques environnementaux ont été évalués et sont mis à jour chaque année sur base des informations disponibles, des législations en vigueur et des conditions de nos permis d'exploitation. La problématique environnementale est un domaine dans lequel les réglementations et contraintes de prévention sont de plus en plus strictes lors du renouvellement des permis. Le Groupe prend les mesures nécessaires pour se conformer à l'ensemble des prescriptions réglementaires en matière d'environnement, notamment par des investissements appropriés et un monitoring structuré. Ces contraintes sont parfois difficiles à quantifier précisément, notamment quand il s'agit d'estimer la valeur actuelle des coûts de remise en état à très longue échéance. Là où cela s'avère nécessaire, nous estimons que les provisions nécessaires sont comptabilisées afin de se conformer aux engagements légaux, en conformité avec le référentiel comptable.

NOTE 22 : AVANTAGES DU PERSONNEL

Le Groupe a mis en place plusieurs plans de pension de retraite ou d'indemnités de départ à la retraite (avantages postérieurs à l'emploi). Il s'agit principalement de plans en Belgique, en France, en Turquie et au Mexique.

Il s'agit principalement des plans à cotisations définies. Par contre, au sein du Groupe, quelques plans à prestations définies existent, notamment :

En Belgique :

Des assurances groupe (cotisations définies) et des plans de pension à prestations définies pour quelques employés cadres de Floridienne SA. Ces contrats d'assurance groupe sont considérés comme des « hybrid plans » (régime à cotisation définie avec un critère de prestation définie, notamment la garantie légale) étant donné la législation belge qui prévoit que l'employeur garantisse un rendement minimum légal aux employés.

La méthodologie IAS 19 n'est pas développée pour traiter spécifiquement les « hybrid plans » belges. En absence d'une norme ou d'une interprétation spécifiquement applicable à ces types de plans de pension belge, le Groupe valorise l'obligation selon la méthode de la « valeur intrinsèque » (la somme des différences individuelles entre les réserves mathématiques et les réserves minimales garanties). Au 31 décembre 2020, il ressort de cette méthode qu'il n'y a pas d'obligations significatives dans le chef du Groupe.

En ce qui concerne les quelques plans de pension de type « prestations définies » existant au niveau de Floridienne SA, le Groupe n'a pas procédé à une réestimation de la valeur actuarielle au 31 décembre 2020 étant donné que le nombre de bénéficiaires dans le plan reste très limité et il a été jugé que les paramètres (population, hypothèses actuarielles, etc.) sous-jacents ont peu évolué par rapport à la dernière mise à jour actuarielle (31 décembre 2014). L'obligation nette s'élevait à 61 KEUR et a été maintenue au 31 décembre 2020.

En France et Turquie :

Il s'agit d'avantages liés au personnel conformément aux pratiques locales et des conventions collectives en vigueur.

Ces plans ou obligations ne sont en général pas « funded » (financés) et font l'objet d'une constitution de provision selon la méthode « Projected Unit Credit » chaque année. Au 31 décembre 2020, le DBO (Defined Benefit Obligation) total s'élève à € 3,4 millions (net DBO € 2,6 millions). En raison de leur impact non significatif, les gains/pertes de réestimation liés à ces plans sont pris en résultat de l'exercice.

Une synthèse ainsi que la variation des valeurs des obligations et actifs des régimes pour les plans à prestations définies au 31 décembre 2020 est donnée ci-après :

En EUR milliers	Total	Belgique	France	Turquie	Autres(*)
Juste valeur des actifs du régime	-796	-720	-76	0	0
Valeur des engagements	3 400	781	1 888	318	414
Déficit (excédent) des régimes	2 605	61	1 812	318	414

(*) principalement au Mexique

22.1 Régime à prestation définie

	2020	2019
Obligations (actifs) nettes résultant des régimes (financés) à prestations définies	2 604	2 381
Valeur actuelle des obligations intégralement ou partiellement financées	3 400	3 191
Juste valeur des actifs du régime (-)	-796	-810
Valeur actuelle des obligations non financées	0	0
Ecarts ((bénéfice) / perte) actuariels non comptabilisés	0	0
Coût non comptabilisé des services passés	0	0
Juste valeur des droits au remboursement comptabilisés en tant qu'actifs (-)	0	0
Autres éléments	0	0
Obligations (actifs) résultant des régimes à prestations définies, total	3 226	2 552
Obligations	4 022	3 191
Actifs	-796	-810
Charge résultant des régimes à prestations définies comptabilisée dans le compte de résultat (a)	421	517
Coût des services rendus au cours de l'exercice	326	453
Coût financier	16	27
Rendement attendu des actifs du régime (-)	-1	0
Profit espéré venant des droits au remboursement enregistrés en tant qu'actifs (-)	0	0
Réduction	0	0
Ecarts actuariels, nets	80	38
Coût des services passés	5	0
Profit (perte) sur réductions et liquidations	9	17
Rendement effectif des actifs du régime	3	3
Rendement effectif des droits au remboursement comptabilisés en tant qu'actifs	0	0
Obligations résultant des régimes à prestations définies, solde d'ouverture	2 381	2 423
Contributions payées (-) / sorties (-)	188	-344
Charge comptabilisée (ligne a) ci-dessus	427	346
Charge comptabilisée directement par les capitaux propres (*) (gain/pertes actuariels et gains/pertes d'expérience)	0	0
Augmentation suite à des regroupements d'entreprises	0	0
Diminution suite à des scissions d'entreprises (-)	-305	0
Augmentation (diminution) résultant des changements de taux de change	-85	-44
Autre augmentation (diminution), incl taxes on funded status	0	0
Obligations résultant des régimes à prestations définies, solde de clôture (*)	2 605	2 381

Principales hypothèses actuarielles

	Belgique		France	
	2020	2019	2020	2019
Taux d'actualisation appliqué	0,70%	0,70%	0,34%	0,77% - 1,57%
Taux attendu d'augmentation des salaires	3,00%	3,00%	1,50%	2,00%
Taux attendu d'augmentation des charges sociales	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
Augmentations futures des prestations définies	-	-	-	-
Taux de rendement attendu des droits au remboursement comptabilisés en tant qu'actifs	-	-	-	-
Taux de mortalité	MR-3 / FR-3	MR-3 / FR-3	TH00-02 / TF00-02	TH00-02 / TF00-02
Taux d'évolution des coûts médicaux	NA	NA	NA	NA

Analyse de sensibilité du plan de pension en Belgique

Les constatations de l'analyse de sensibilité menée à fin 2014 étaient les suivantes :

Le taux d'actualisation et l'inflation constituent des hypothèses actuarielles importantes pour le calcul de l'obligation de prestations définies. Les analyses de sensibilité ci-dessous s'appuient sur les modifications raisonnablement possibles des hypothèses à la fin de la période de présentation de l'information financière.

Effets sur le Defined Benefit Obligation à la fin de l'année

Si le taux d'actualisation augmente de 1% : € 59.454,30

Si le taux d'actualisation de l'année précédente est utilisé : € 109.631,53

Si on utilise le taux d'actualisation de l'année précédente et qu'on augmente les salaires : € 109.631,53

Si toutes les hypothèses de l'année précédente sont utilisées : € 105.930,45

Si le taux d'inflation est augmenté de 1% : € 36.122,81

Effets sur le Service Cost de l'année suivante

Si le taux d'actualisation augmente de 1% : € 5.571,53

Effets sur les Actifs

Si le taux d'actualisation augmente de 1% : € 35.252,78

Pour les plans en France et Turquie, aucun test de sensibilité n'est disponible.

Régime de pension à cotisation définie

En EUR milliers	2020	2019
Contribution aux régimes de pension à cotisations définies	1 461	904

NOTE 23 : AUTRES PASSIFS

En EUR milliers	2020	2019
Dettes sociales	17 871	10 378
Acomptes sur commandes	9	274
Autres créditeurs	1 466	3 574
Autres passifs courants	1 565	1 668
TOTAL DES AUTRES PASSIFS	20 911	15 893

Les autres passifs augmentent au 31 décembre 2020 (€ 5,0 millions). Ceci s'explique principalement par une entrée de périmètre pour laquelle l'allocation du prix d'acquisition a donné lieu à une reconnaissance d'une dette sociale importante.

NOTE 24. CAPITAUX PROPRES

Le capital social de la Société est de € 4.854.769,98.

Il est représenté par 996.857 parts sociales sans désignation de valeur.

Le nombre d'actions propres du Groupe détenues par Floridienne SA s'élève à 17.363 au 31 décembre 2020. Les actions propres de Floridienne, autrefois détenues par sa filiale Florinvest SA, avaient été vendues à Floridienne SA dans le courant de l'année 2017.

Chaque titre donne droit à une voix.

Les actions sont nominatives ou dématérialisées.

Les actions dématérialisées sont représentées par une inscription en compte au nom de son propriétaire ou de son détenteur auprès d'un teneur de compte agréé.

Il n'existe plus de titres au porteur de Floridienne SA. En date du 30 novembre 2015, le commissaire a émis un rapport indépendant constatant la suppression des titres au porteur de Floridienne SA, conformément aux dispositions visées à l'article 11 de la loi du 14 décembre 2005.

Dividendes payés et proposés

Pour rappel concernant l'exercice 2019 Floridienne n'a pas distribué des dividendes en raison des incertitudes liées à l'épidémie du coronavirus COVID-19.

Concernant l'exercice 2020, le Conseil d'Administration de Floridienne proposera à l'Assemblée Générale de Floridienne de payer un dividende brut de € 2,3 par action (à l'exception des actions propres détenues par Floridienne S.A.), soit pour un montant total de € 2.252.836,2.

Les présents états financiers sont présentés avant répartition du résultat de l'exercice.

NOTE 25 : BÉNÉFICE PAR ACTION

	2020	2019
Mouvement du nombre d'actions	996 857	996 857
Nombre d'actions, solde d'ouverture	–	–
Augmentation de capital	996 857	996 857
Nombre d'actions, solde de clôture		
Nombre d'actions propres	17 363	17 363
Nombre moyen pondéré d'actions considérées		
Nombre moyen d'actions	996 857	996 857
Données de base	979 494	979 494
Données diluées	979 494	979 494
Résultat de base attribuable aux actionnaires (en K EUR)	4 273	9 108
Résultat ajusté attribuable aux actionnaires (en K EUR)	4 273	9 108
Résultat de base par action ^[1]	4,36	9,30
Résultat dilué par action ^[2]	4,36	9,30

Le nombre moyen pondéré d'actions considérées ci-dessus tient compte des actions propres détenues par Floridienne.

1. Le résultat de base par action se calcule en divisant le résultat attribuable aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'exercice, à l'exclusion des actions ordinaires acquises par la Société et détenues comme actions propres.
2. Etant donné que la Société n'a pas d'actions potentielles (dettes convertibles, ...) ni de plans d'options le résultat dilué par action est égal au résultat de base par action (pas d'ajustements nécessaires).

NOTE 26 : ACTIFS ET PASSIFS ÉVENTUELS, DROIT ET ENGAGEMENTS

Au 31 décembre	2020	2019
En EUR milliers		
Hypothèques	3 821	4 512
Mandats hypothécaires	5 616	7 661
Gages sur fonds de commerce	5 813	5 729
Autres	27 884	29 495
TOTAL DES GARANTIES ET ENGAGEMENTS	43 133	47 397

Contrats de location simple

Les engagements de location simple correspondent à des engagements de paiement de loyers futurs dans le cadre de contrats de location de biens immobiliers, de biens d'équipement et de matériel roulant. Depuis le 1er janvier 2019, la plupart des contrats correspondants à ces engagements est incluse dans le champ d'application de la norme IFRS 16. A partir de cette date, il ne subsiste plus hors bilan que les engagements de paiements de loyers futurs exclus de la dette de location.

Options sur actions

- Dans le cadre de l'acquisition de la société Bugs for Bugs par Biobest en janvier 2019, des options d'achat et de vente ont été échangées avec les actionnaires historiques pour 19% exerçables en 2022 et 51% exerçables en 2025. Ces options sont considérées comme des options «croisées» et comptabilisées comme si le contrôle de l'actionnaire minoritaire a déjà été transféré au Groupe. Ceci est également justifié par les faits et circonstances qui démontrent que le Groupe a pris le contrôle sur les activités principales de la société. La juste valeur de ces options est estimée à chaque clôture. La dette correspondante et actualisée a été comptabilisée dans les autres dettes long terme du bilan consolidé.
- Dans le cadre de l'acquisition de la société IVOG par Biobest en janvier 2018, des options d'achat et de vente ont été échangées sur la participation toujours détenue par le minoritaire. Les termes et conditions d'exercice de ces options étant identiques, elles ont été considérées comme des options «croisées», et comptabilisées comme si le contrôle de cette minorité appartenait déjà au Groupe Floridienne. La dette correspondante est comptabilisée dans les dettes financières du bilan consolidé et a été actualisée au 31 décembre 2020 ce qui a conduit à reconnaître une dette complémentaire de € 1,6 million.

Options sur immobilisations

Lors de l'acquisition de la société Beneficial Insectary, le Groupe a signé une option d'achat sur le bâtiment pour un montant de \$ 6 millions.

Covenants bancaires

Dans le cadre de leurs financements, les entités suivantes ont signé des covenants bancaires :

Floridienne SA a signé des covenants bancaires dans le cadre de l'octroi de plusieurs prêts par ses banques. Tous ces covenants étaient respectés au 31 décembre 2020.

Le groupe Biobest doit respecter un covenant dans le cadre de ses financements bancaires et des prêts à long terme obtenus en 2020 pour un montant total de € 40,0 millions. Il s'agit d'un covenant de maintien de son leverage ratio (Dettes financières nettes / EBITDA), calculé au niveau de Biobest Groupe. Au 31 décembre 2020, ce covenant est respecté.

Enzybel International SA a signé un covenant bancaire en 2015 dans le cadre d'un nouveau financement bancaire. Il s'agit d'un covenant de maintien de son ratio de solvabilité. Au 31 décembre 2020, ce covenant est respecté.

Blue Star Chemicals NV a signé un covenant bancaire en 2015 dans le cadre d'un nouveau financement bancaire. Il s'agit d'un covenant de maintien de son ratio de solvabilité. Au 31 décembre 2020, ce covenant est respecté.

NOTE 27 : INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La comptabilisation des instruments financiers dérivés est décrite en note 3.8

Les principaux risques (financiers) susceptibles d'impacter directement les états financiers du Groupe sont détaillés et valorisés ci-après :

- Risque de crédit
- Risque de liquidité
- Risque de taux d'intérêt
- Risque de change

(a) Risque de crédit

Le risque de crédit représente un risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

Certaines filiales du Groupe pour lesquelles il existe un risque crédit particulier sur leur clientèle ont souscrit un contrat d'assurance couvrant leurs créances commerciales et ceci principalement dans la Division Food. Le recours aux contrats d'assurance de crédit est peu significatif dans la mesure où la grande majorité de nos clients sont la grande distribution qui disposent d'une solvabilité solide et d'un bon historique de paiements. Des stratégies et procédures de contrôle ont en outre été élaborées afin d'assurer un suivi minutieux du risque de crédit chez chaque client.

Le risque de crédit porte également sur la concentration des ventes réalisées avec des clients importants. Ce risque est limité par plusieurs aspects, notamment la diversification du Groupe dans des secteurs différents et peu corrélés entre eux.

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit.

A la date de clôture, l'exposition maximale au risque de crédit était de :

Au 31 décembre En EUR milliers	2020	2019
Créances commerciales	61 230	80 379
Trésorerie et équivalents de trésorerie	49 477	22 091
TOTAL	110 707	102 470

La balance âgée des créances commerciales à la date de clôture était la suivante :

Au 31 décembre En EUR milliers	2020	2019
Pas encore échu	41 180	58 492
Echu 0 - 120 jours	15 522	16 923
Echu 121 - 365 jours	3 423	4 404
Echu depuis plus d'un an	4 113	3 719
Réduction de valeur	-3 009	-3 158
TOTAL	61 230	80 379

Les créances échues s'élèvent à € 23,1 millions fin 2020 (contre € 25,0 millions à fin 2019). Des réductions de valeur cumulées sur créances commerciales s'élèvent à € 3,0 millions à fin 2020.

Une grande partie des créances échues a déjà été réglée après la date de bilan.

Le portefeuille clients de chaque entité du groupe est suivi de manière continue, et des réductions de valeur sont prises dès qu'un risque concret et objectif est identifié concernant un client particulier. Le Groupe a toutefois, vu le type de clients et l'application d'assurance-crédit, très peu d'historique de pertes de crédit permettant d'appliquer un modèle fiable de calcul pour les pertes attendues et applique plutôt une approche individuelle.

A la date de clôture, les dotations/reprises sur les clients douteux se présentaient comme suit :

Au 31 décembre En EUR milliers	2020	2019
Dotations	-502	-1 179
Dotations suite aux regroupements d'entreprises	0	-38
Sortie de périmètre	490	0
Transfert aux actifs détenus en vue de la vente	43	0
Reprises/annulation	506	284
Variation de change	95	-10
AJUSTEMENT NET DE L'EXERCICE	632	-944

Il s'agit d'une baisse de € 1,6 million par rapport à 2019, principalement liée à la sortie de périmètre de notre filiale allemande IKA et la classification de Gel Manche et Salm Invest en actifs détenus en vue de la vente (IFRS 5).

(b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque, pour le Groupe, de connaître des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à l'échéance.

L'approche de Floridienne Groupe pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer, par la mise en place d'une gestion de trésorerie Groupe, qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs lorsqu'ils arriveront à échéance. Le suivi du financement à court et long terme est également assuré de (très) près par l'organe de gestion et par le Comité d'Audit sur base de cash-flow prévisionnels détaillés et du suivi des « bank covenants ».

Floridienne Groupe dispose de lignes de crédit qui lui garantissent la liquidité et la flexibilité financière nécessaires et répondent à ses besoins financiers actuels et futurs. Les lignes de crédit disponibles atteignent € 24,8 millions (€ 31,2 millions fin 2019), dont € 11,2 millions sont utilisées au 31 décembre 2020.

Pour plus d'information sur la stratégie du Groupe concernant les taux d'intérêts, nous faisons référence à la section du risque de taux d'intérêt ci-dessous

Au 31 décembre En EUR milliers	2020	2019
Dettes financières	160 802	123 268
Dettes commerciales	30 351	48 362
TOTAL	191 153	171 630

A la date de clôture, l'affectation des fournisseurs suivant l'opérationnel ou l'investissement était la suivante :

Au 31 décembre En EUR milliers	2020	2019
Fournisseurs liés aux investissements	1 697	2 614
Fournisseurs liés à l'opérationnel	28 653	45 748
TOTAL	30 351	48 362

La balance âgée des dettes commerciales à la date de clôture était la suivante :

Au 31 décembre En EUR milliers	2020	2019
Pas encore échu	23 595	37 036
Echu 0 - 120 jours	5 649	9 569
Echu 121 - 365 jours	619	894
Echu depuis plus d'un an	488	864
TOTAL	30 351	48 362

(c) Risque de taux d'intérêts

	montant	taux	couverture
Lignes de crédit utilisées	11,2	variable	non
Dettes financières - non courant / courant	14,8	variable	non
Dettes financières - non courant / courant	12,8	variable	IRS
Dettes financières - non courant / courant	122,0	fixe	non

La politique générale du Groupe est de financer ses prêts à long terme à des taux fixes, et ses lignes de crédit au moyen de taux variables.

Nos € 24,8 millions de lignes de crédit disponibles, utilisées à hauteur de € 11,2 millions au 31 décembre 2020 (€ 23,6 millions au 31 décembre 2019), sont financées exclusivement au moyen de taux variables basés sur l'Euribor. Notre activité étant fortement saisonnière, l'utilisation de nos lignes de crédit est variable d'un moment à l'autre pendant l'année. Sensibilisé à un niveau d'utilisation constant pendant l'année de € 11,2 millions, une hausse des taux d'intérêts de 1% représenterait une charge complémentaire pour le groupe de l'ordre de € 112 K.

A côté des lignes de crédit, nous avons pour € 27,6 millions de prêts à long terme financés au moyen de taux variables, pour lesquels il existe également une couverture IRS sur un emprunt chez Floridienne SA pour un montant notionnel de € 12,8 millions. Etant donné que la couverture de taux est parfaitement liée à un emprunt et alors qualifié comme la couverture, le coût de l'évaluation à la juste valeur de cet instrument est repris directement en variation des fonds propres (« autres éléments du résultat global »). La juste valeur au 31 décembre 2020 du contrat (cash-flow hedge) est négative et s'élève à € -248,7 K. Pour la partie non-couverte, une augmentation des taux d'intérêts de 1% représenterait une charge complémentaire de € 148 K.

Le reste de nos crédits (€ 122,0 millions) sont financés à taux fixes, pour des montants et des maturités variables.

Le taux moyen pondéré de nos emprunts court terme à taux variable est de 0,82% (2019 : 0,74%) au 31 décembre 2020, et de 2,60% (2019 : 3,02%) pour les emprunts long terme à taux fixe.

(d) Risque de change

Le risque de change se définit comme le risque par lequel un flux de trésorerie libellé en monnaie étrangère est susceptible d'être détérioré par une évolution défavorable de sa contrepartie en monnaie fonctionnelle.

L'exposition du Groupe au risque de change peut intervenir à plusieurs niveaux :

- Les opérations commerciales (achats et ventes) réalisées en devises autres que la devise fonctionnelle du Groupe : les effets de change sur ces opérations sont pris en résultats au cours de l'exercice.
- Des avances à long terme faites par le Groupe à ses participations : les effets de change sur ces avances passent par les écarts de conversion, dans les capitaux propres consolidés, s'il n'y a pas d'échéance définie à ces avances.
- La consolidation en euros (monnaie fonctionnelle du groupe), des fonds propres de nos filiales dont la monnaie fonctionnelle est en devises : les effets de change sur la consolidation des fonds propres de nos filiales en devises passent par les écarts de conversion, dans les capitaux propres consolidés. Ceux-ci sont recyclés dans le compte de résultats en cas de changement de périmètre de la filiale concernée.

A l'exception d'opérations décrites ci-dessous dont les montants et les durées sont bien définis, et qui font l'objet de couvertures spécifiques, le groupe n'a pas pour politique de couvrir systématiquement son risque de change.

En 2020, dans le cadre de son acquisition de Beneficial Insectary aux USA, Biobest a emprunté € 40 millions qui seront remboursés avec des cashflows générés par cette société aux USA. Afin de se couvrir contre des évolutions désavantageuses du cours de USD, Biobest a conclu des « cross-currency exchange rate swaps » pour un montant notionnel de \$ 39 millions. La juste valeur de ces contrats de couverture de flux de trésorerie s'élève au 31 décembre 2020 à € 0,7 million et est présenté dans les états financiers dans les « autres actifs non courants ».

En effet, son exposition aux devises est répartie sur différentes devises (USD, TRY, CAD, MXN, IDR, MAD, MGA, AUD), limitant le risque financier de la volatilité d'une seule devise sur le résultat du groupe.

L'année 2020 a, à cet égard, été moins équilibrée que l'année 2019.

A noter toutefois, concernant Kimflor, que ses effets de change liés aux opérations courantes habituelles (sur créances commerciales principalement) ont été reclassés en Autres produits d'exploitation, pour un montant de € 0,6 million en 2020. En 2019, € 0,3 million a été reclassé afin de bien refléter cette réalité opérationnelle.

(e) Risque lié aux devises

Les produits financiers les plus utilisés pour couvrir les risques de devises sont les contrats de vente à terme. Notre exposition au risque devise/de change restant en général limité dans le groupe, vu l'importance de nos opérations réalisées en euros, nous n'y recourons que de manière ponctuelle, pour couvrir des risques spécifiques et jamais de manière spéculative.

Les risques de change sur les actifs et passifs concernent principalement nos filiales de l'Est ayant une monnaie fonctionnelle autre que l'Euro, notamment les filiales en Turquie (Kimflor et Biobest Turquie) ainsi que les filiales ayant une monnaie fonctionnelle en USD. Les différences de change relatives à ces actifs et passifs sont reprises en écart de conversion (« Autres éléments du résultat global ») et s'élèvent à :

- - € -3,1 millions (€ -0,9 million en 2019) pour les filiales en Turquie avec le TRY comme monnaie fonctionnelle.
- - € 2,1 millions (€ 0,1 million en 2019) pour les filiales ayant le USD comme monnaie fonctionnelle.

Test de sensibilité du change sur les fonds propres consolidés

Les monnaies auxquelles le groupe est le plus exposé sont le TRY (Livre Turque) et le USD (Dollar Américain) au 31 décembre 2020.

- Une appréciation / dépréciation de 10% du TRY (Livre Turque), par rapport à l'Euro, aurait provoqué un impact de € +/- 1,1 million (€ +/- 1,1 million au 31 décembre 2019) sur les capitaux propres consolidés de Floridienne.
- Une appréciation / dépréciation de 10% du USD aurait provoqué un impact de € +/- 1,9 million (+ / - € 0,9 million au 31 décembre 2019) sur les capitaux propres.

Ces calculs ne se rapportent qu'aux positions bilantaires détenues par Floridienne et ne tiennent pas compte de l'impact de l'appréciation/dépréciation de ces devises sur le cours des actifs sous-jacents.

Au 31/12/2020, notre risque devise sur nos opérations commerciales se détaille comme suit :

En EUR milliers Au 31 décembre 2020	Créances Commerciales	Dettes Commerciales	Solde, créances (+), dettes (-)
EUR	41 978	23 879	18 099
USD	6 107	2 931	3 177
GBP	349	98	251
TRY	4 044	854	3 190
CAD	1 617	266	1 351
MAD	3 092	970	2 123
MXP	434	300	135
RON	27	75	-48
DKK	405	0	405
Autres	3 176	979	2 197

Au 31/12/2019, notre risque devise sur nos opérations commerciales se détaillait comme suit :

En EUR milliers Au 31 décembre 2019	Créances Commerciales	Dettes Commerciales	Solde, créances (+), dettes (-)
EUR	60 719	40 874	19 845
USD	6 680	3 201	3 479
GBP	537	230	306
TRY	2 311	749	1 562
CAD	1 360	508	852
MAD	3 902	1 047	2 856
MXP	524	321	203
RON	51	54	-3
DKK	268	0	268
Autres	4 028	1 378	2 650

f) Estimation de la juste valeur

La juste valeur des instruments financiers négociés sur les marchés actifs (tels que des actifs financiers disponibles à la vente) se base sur les cours de Bourse à la date de clôture fin 2020. La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation, telles que les modèles d'évaluation basés sur les valeurs estimées des flux de trésorerie actualisés. La valeur comptable des créances commerciales, diminuée de la provision pour dépréciation est supposée être équivalente à leur juste valeur. La juste valeur des passifs financiers à des fins d'information est estimée au moyen d'une actualisation des flux de trésorerie contractuels futurs aux taux d'intérêt actuels du marché, dont le Groupe dispose pour des instruments financiers similaires.

Analyse des instruments financiers par catégorie

Le tableau ci-dessous reprend une synthèse de la valeur comptable et de la juste valeur des instruments financiers au 31 décembre 2020 et au 31 décembre 2019 selon la norme IAS 39 ainsi que la hiérarchie de la juste valeur.

La catégorie selon IFRS 9 utilise les abréviations suivantes :

- FATOCI : Investissements en capital évalués à la juste valeur et dont les variations sont comptabilisées en capitaux propres (Financial Assets measured at fair value Through Other Comprehensive Income)
- FATPL : Investissements en capital évalués à la juste valeur et dont les variations sont comptabilisées en résultat (Financial Assets measured at fair value Through Profit or Loss)
- FLTPL : Passifs financiers évalués à la juste valeur et dont les variations sont comptabilisées en résultat (Financial Liabilities measured at fair value Through Profit or Loss)
- FAAC : Actifs financiers évalués au coût amorti (Financial Assets measured at Amortised Cost)
- FLAC : Passifs financiers évalués au coût amorti (Financial Liabilities measured at Amortised Cost)
- HeAc : Activités de couverture (Hedge Accounting)
- FATOCI : Investissements en capital évalués à la juste valeur et dont les variations sont comptabilisées en capitaux propres (Financial Assets measured at fair value Through Other Comprehensive Income)
- FATPL : Investissements en capital évalués à la juste valeur et dont les variations sont comptabilisées en résultat (Financial Assets measured at fair value Through Profit or Loss)
- FLTPL : Passifs financiers évalués à la juste valeur et dont les variations sont comptabilisées en résultat (Financial Liabilities measured at fair value Through Profit or Loss)
- FAAC : Actifs financiers évalués au coût amorti (Financial Assets measured at Amortised Cost)
- FLAC : Passifs financiers évalués au coût amorti (Financial Liabilities measured at Amortised Cost)
- HeAc : Activités de couverture (Hedge Accounting)

Au 31 décembre 2020	Catégorie IFRS 9	Valeur comptable (en EUR millions)	Juste valeur (en EUR millions)	Hiérarchie des justes valeurs
Autres investissements en capital				
- Investissements en capital évalués à la juste valeur et dont les variations sont comptabilisées en capitaux propres (société non cotée) (*)	FATOCI	2,6	2,6	Niveau 3
- Investissements en capital évalués à la juste valeur et dont les variations sont comptabilisées en résultat	FATPL	0	0	
Autres actifs non courants	FAAC	1,8	1,8	-
Créances commerciales	FAAC	61,2	61,2	-
Actifs de trading	FATPL	0	0	Niveau 1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	FAAC	49,5	49,5	-
Autres actifs financiers				
- Placements de trésorerie	FAAC	0	0	-
- Instruments dérivés – couverture	HeAc	0,7	0,7	Niveau 2
- Instruments dérivés – autres	FATPL	0	0	Niveau 2
- Autres actifs financiers	FAAC	9	9	-
Dettes financières non courantes				
- Autres dettes financières (excl. dettes d'obligation locative)	FLAC	119,2	130,3	-
Autres passifs non-courants				
- Instruments dérivés – couverture		0,2	0,2	Niveau 2
- Instruments dérivés – autres				
Dettes financières courantes				
- Instruments dérivés	FVTPL	0	0	Niveau 2
- Autres dettes financières	FLAC	28,9	31,6	-
Autres passifs courants (incl. dettes commerciales)	FLAC	58,7	58,7	-

(*) il s'agit de la participation dans Larzul. Nous faisons référence à la note 15 pour plus d'information.

Au 31 décembre 2019	Catégorie IFRS 9	Valeur comptable (en EUR millions)	Juste valeur (en EUR millions)	Hiérarchie des justes valeurs
Autres investissements en capital				
- Investissements en capital évalués à la juste valeur et dont les variations sont comptabilisées en capitaux propres (société non cotée) (*)	FATOCI	2,6	2,6	Niveau 3
- Investissements en capital évalués à la juste valeur et dont les variations sont comptabilisées en résultat	FATPL	0	0	
Autres actifs non courants	FAAC	3,7	3,7	-
Créances commerciales	FAAC	80,4	80,4	-
Actifs de trading	FATPL	0	0	Niveau 1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	FAAC	22,1	22,1	-
Autres actifs financiers				
- Placements de trésorerie	FAAC	0	0	-
- Instruments dérivés – couverture	HeAc			
- Instruments dérivés – autres	FATPL	0	0	Niveau 2
- Autres actifs financiers	FAAC	8	8	-
Dettes financières non courantes				
- Autres dettes financières (excl. dettes d'obligation locative)	FLAC	74,6	79,1	-
Autres passifs non-courants				
- Instruments dérivés – couverture		0,3	0,3	Niveau 2
- Instruments dérivés – autres				
Dettes financières courantes				
- Instruments dérivés	FVTPL	0	0	Niveau 2
- Autres dettes financières	FLAC	39,5	41,9	-
Autres passifs courants (incl. dettes commerciales)	FLAC	69,4	69,4	-

(*) il s'agit de la participation dans Larzul. Nous faisons référence à la note 15 pour plus d'information.

Actuellement nous n'avons plus d'actifs (significatifs) cotés en bourse, hormis nos actions propres.

Techniques d'évaluation

Les instruments financiers du Groupe relèvent principalement des niveaux de classification 1 et 2. Les actifs financiers valorisés à la juste valeur de niveau 3 ne présentent pas un solde important par rapport aux autres classes d'actifs.

La juste valeur des dettes financières (non-courant) est estimée sur la base du taux d'intérêt de marché pour des dettes similaires, tenant compte du risque associé à Floridienne («credit spread»).

(g) Comptabilité de couverture

A l'exception des contrats de couverture suivants, il n'existe pas d'autres contrats de couverture.

- IRS de € 12,8 millions (valeur notionnelle) : date d'échéance le 31/3/2025. La juste valeur s'élève à - € 0,2 million au 31 décembre 2020.
- Foreign currency swap pour \$ 39 millions (valeur notionnelle) : date d'échéance le 31/12/2026. La juste valeur s'élève à + € 0,7 million au 31 décembre 2020.

Les justes valeurs au 31 décembre 2020 des contrats de couverture ont été comptabilisées dans les «Autres éléments du résultat global».

NOTE 28 : INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES

Actionnaires

Un aperçu détaillé de l'actionnariat est donné dans la partie «Corporate Governance» du rapport annuel.

Relation et transactions

L'ensemble des factures émises par les parties liées dans le cadre de leurs prestations effectuées pour le compte des différentes sociétés liées à Floridienne est défini par un contrat approuvé par le Conseil d'Administration.

Transactions avec filiales

Les transactions entre la Floridienne et ses filiales, qui sont des parties liées, concernent principalement des ventes de produits, des prestations de services ou des transactions financières. Il n'existe pas de règles groupe concernant les transactions commerciales et de services, au vu des spécificités propres à chaque secteur dans lequel Floridienne est actif. Toutefois, les ventes de produits sont toujours réalisées à des conditions de marché, et les prestations de services font toujours l'objet d'une convention, qui est validée par le Comité de Gestion. Les transactions financières, quant à elles, font l'objet de règles groupe et sont rémunérées aux conditions de marché.

Les transactions entre la Floridienne et ses filiales sont éliminées dans les états financiers consolidés et, par conséquent, ne sont pas reprises dans cette note.

Transactions avec joint-ventures et sociétés associées

Les transactions entre le groupe et les parties liées autres que filiales (entreprises associées et coentreprises) sont reprises de façon synthétique dans le tableau ci-dessous. Ces relations avec les parties liées concernent en grande partie des relations commerciales (marchandises, prestations de services rémunérés, emprunts), et sont également réalisées à des conditions de marché ou sur base d'une convention entre les deux parties.

Au 31 décembre En EUR milliers	2020	2019
Créances		
- A plus d'un an	528	876
- A un an au plus	206	464
Dettes		
- A plus d'un an		
- A un an au plus	1 359	2 340
Résultat opérationnel		
- Ventes et prestations	73	127
- Coût des ventes et prestations	11 010	9 793
Résultat financier		
- Produits des actifs circulants	45	50
- Autres produits financiers		
- Réductions de valeur		
- Charge des dettes		

La majorité des transactions entre parties liées vient des relations d'affaires qui existent entre le sous-ensemble Florinvest et ses participations mises en équivalence : Chemcom, Terhormon, Virunga Enzymes et PT Bromélaïne.

Les transactions entre partie liées enregistrées en 2020 sont similaires par rapport à 2019.

Le Groupe n'a pas émis de garanties et engagements hors bilan relatifs à ces parties liées. Les opérations de vente et d'achats de biens avec ces parties liées sont réalisées aux termes et conditions habituels du groupe, qui sont basés sur les prix de marché. Il convient toutefois de mentionner que Floridienne a émis un «comfort letter» en faveur de 2 filiales dans le cadre du litige avec Larzul.

Transactions avec autres parties liées (actionnaires et administrateurs)

En dehors des transactions détaillées ci-dessous, il n'y a pas eu de transactions avec les actionnaires au cours de l'exercice. La rémunération des principaux dirigeants, regroupant tous les membres du Conseil d'Administration et les membres du Comité de Gestion, est donnée ci-dessous :

1. Rémunération des administrateurs non exécutifs

Les montants indiqués dans le tableau ci-dessous représentent des rémunérations brutes avant retenue des charges fiscales ou les rémunérations facturées si le mandat est exercé par une personne morale.

Elles sont attribuées pour l'année calendrier avant l'Assemblée Générale et payables après l'Assemblée ayant approuvé les comptes. Les rémunérations du Conseil d'Administration sont proportionnelles à la durée de mandat exercé.

Aucun montant de dépense ou autre avantage quelconque ne s'y ajoute, notamment pour le cas de retrait de mandat ou fonction.

En EUR	2020	2019
Rémunérations et avantages à court terme	152 500	156 250
Avantages à long terme		
Paielements fondés sur des actions		
TOTAL	152 500	156 250

2 Rémunération des membres du Comité de Gestion

Les rémunérations des membres du Comité de Gestion pour les prestations de l'exercice 2020 sont les montants des rémunérations facturées étant donné que leurs fonctions sont exercées via des sociétés de management :

	Rémunération fixe	Rémunération variable
Philippe Bodson († 4 avril 2020)	17 000	
Marc-Yves Blanpain	30 000	-
Gaëtan Waucquez	350 670	130 000

Les rémunérations ci-dessus ne comprennent pas les rémunérations perçues en leur qualité d'administrateur de la société. Aucune autre rémunération ou avantage quelconque ne s'y ajoute.

3. Indemnité de départ

Aucune indemnité de départ, que ce soit sur base conventionnelle, statutaire, réglementaire, légale ou autre, n'est prévue à l'échéance du mandat des administrateurs non exécutifs, que ce soit volontaire, contraint, anticipé ou à son terme normal. En ce qui concerne les indemnités de départ de Gaëtan Waucquez, il est prévu une indemnité correspondant à un an de rémunération fixe en cas de rupture de contrat à l'initiative de Floridienne.

NOTE 29. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Le Groupe a clôturé en janvier 2021 la vente de sa filiale Gel Manche S.A.S. ainsi que la cession de sa participation majoritaire dans la société Salm Invest S.A.

Située à Carentan en Normandie, Gel Manche est spécialisée dans les produits mixés et moulinsés pour hôpitaux. Elle prépare et conditionne également des terrines de la mer (poissons et crustacés) et des salades traiteurs. Basée à Fleurus (Belgique), Salm Invest est spécialisée dans le commerce et la production de saumon fumé.

En 2020, ces sociétés ont été consolidées entièrement. Elles ont représenté un chiffre d'affaires cumulé de € 56,9 millions (en chute de € 32,6 millions, principalement lié aux activités de négoce de saumon) et un EBITDA négatif de € 0,5 million (en baisse de € 0,9 million).

Ces deux transactions confirment la volonté du Groupe de concentrer sa Division Gourmet Food sur ses marchés de spécialités.

En date du 15 avril 2021, Biobest a acquis une participation de 51% dans Manchil Altmann Pty.Ltd., société opérant sous le nom de BIOLOGICAL SERVICES.

Située à Loxton (Australie méridionale) et à Muchea (Australie occidentale), BIOLOGICAL SERVICES occupe une position de premier plan, en Australie, dans la lutte biologique destinée aux cultures sous serres. En 2020, cette société a généré un chiffre d'affaires de 7,2 millions AUD et un résultat d'exploitation de 2,3 millions AUD. En 2019, Biobest avait déjà réalisé une acquisition en Australie, la société BUGS FOR BUGS, spécialisée dans la lutte biologique des cultures extérieures, dites en champs ouverts.

Par la combinaison des savoir-faire et des présences géographiques complémentaires de ces deux sociétés, Biobest Groupe dispose désormais, en Australie, d'une position unique permettant d'offrir aux cultivateurs des solutions variées en faveur d'une culture plus durable et de répondre aux souhaits des consommateurs australiens d'acheter des produits plus sains.

L'épidémie de coronavirus COVID-19 continuera à avoir un impact majeur sur l'environnement économique et pourrait peser négativement sur notre croissance en 2021. Toutefois, comme l'exercice 2020 l'a démontré, les fondamentaux de notre Groupe sont positifs et devraient nous permettre de continuer à nous développer malgré la crise causée par cette épidémie.

NOTE 30 : FILIALES ET ENTREPRISES ASSOCIÉES

1. Information relative aux filiales (et autres entités dans lesquelles le % des droits de vote ≥ 50 %)

1.1. Filiales consolidées

Nom de la filiale	Numéro d'entreprise	Pays dans lequel l'entreprise a été enregistrée	% d'intérêt dans le capital	% des droits de vote (si différent du % d'intérêt dans le capital)
Altesse Quality Food	BE 0442 610 010	Belgique	100,00	
Beneficial Insectary ¹		Canada	90,97	100,00
Beneficial Insectary Inc. ¹		Etats Unis	90,97	100,00
Biobasiq Sverige AB		Suède	90,97	100,00
Biobest Antalaya		Turquie	54,58	60,00
Biobest Argentina		Argentine	50,03	55,00
Biobest Canada		Canada	90,97	100,00
Biobest China		Chine	81,87	90,00
Biobest Colombie		Colombie	63,68	70,00
Biobest France	FR 68 439 388 323	France	90,97	100,00
Biobest Group NV	BE 0893 948 337	Belgique	90,97	92,08
Biobest Maroc		Maroc	45,49	50,00
Biobest Mexique		Mexique	90,97	100,00
Biobest Nederland bv		Pays-Bas	90,97	100,00
Biobest Spain		Espagne	90,97	100,00
Biobest UK		Royaume-Uni	90,97	100,00
Biobest USA		Etats Unis	90,97	100,00
Biobetter		Maroc	45,49	50,00
BKS A.S.		Turquie	68,23	75,00
Blue Star Chemicals	BE 0426 696 268	Belgique	98,81	100,00
Borregaard Bioplant APS		Danemark	90,87	100,00
BSBC Ltd		Chine	81,87	100,00
Bugs for Bugs Pty Ltd.		Australie	28,32	31,13
Catena	DE 813 739 158	Allemagne	100,00	
Delka	BE 0434 560 889	Belgique	100,00	
Enzybel International	BE 0879 673 994	Belgique	98,80	100,00
Enzybel Pharma	BE 0667 762 648	Belgique	60,51	61,24
Enzymco Private Limited ⁴		Inde	78,50	79,45
Enzymos Asia Pacific		Chine	98,80	100,00
Escargots Courbeyre	FR 74 331 195 107	France	79,69	100,00
F.D.G.	FR 25 558 503 371	France	99,00	
Florchim GMBH	DE 222 654 966	Allemagne	100,00	
Floridienne USA	22-2583396	Etats Unis	98,88	100,00
Florinvest	BE 0432 250 608	Belgique	98,80	
Franco International Capital	FR 38 493 555 635	France	79,69	
Gartal	FR 82 339 082 018	France	100,00	
Gel Manche	FR 04 314 696 386	France	100,00	
Gourmet des Iles ²	FR 26 412 231 219	France	100,00	
IKA Asia Pacific Ltd ³		Chine	100,00	
IKA KG3	DE 166 674 875	Allemagne	100,00	
IKA UK3		Royaume-Uni	100,00	
Imex sa de CV		Mexique	90,97	100,00
IVOG GMBH		Allemagne	90,97	100,00
JFM SCI	FR38 339 283 343	France	100,00	
Kampim Ltd ⁴		Papouasie-Nouvelle-Guinée	98,80	100,00
Karras	BE 0437 114 167	Belgique	100,00	
Kimflor AS	56 301 73 823	Turquie	75,00	
Poliam		Israël	46,40	51,00
Pollinering AS		Norvège	46,40	51,00
Pomarom	3687910/1993	Roumanie	100,00	
Real IPM Kenya LTD		Kenya	90,97	100,00
Real IPM Tanzania		Tanzanie	72,78	80,00
Salm Invest	BE 0457 293 137	Belgique	80,00	
Simon - Dutriaux	FR 94 783 717 218	France	100,00	
Simon - Sélection	FR 97 537 749 266	France	100,00	
Snam	FRI43 101 99 146	France	72,40	
Sopral		Madagascar	98,80	100,00
Sotecna	BE 0402 798 933	Belgique	96,37	97,54
Surgemer	FR 12 398 870 402	France	100,00	
Symbiose Protect Bio.	FR 73 483965 968	France	90,97	100,00
Turita ODD		Bulgarie	100,00	
UAB Camargo	LT 115950917	Lituanie	100,00	
Vendsyssel	BE 0402 253 357	Belgique	80,00	100,00
Vera Chimie Dev.	FR 96 433 900 040	France	72,40	100,00

¹ Entrée de périmètre au 01/12/2020

² Fusion par absorption avec Gel Manche au 01/01/2020

³ Sortie de périmètre au 30/09/2020

⁴ Entrée de périmètre au 01/01/2020

2. Information relative aux Co-entreprises consolidées

2.1. Co-entreprises consolidées

Nom de la co-entreprise	Numéro d'entreprise	Emplacement (pays) de la co-entreprise	% d'intérêt dans le capital	Méthode utilisée pour comptabiliser la participation dans la co-entreprise	Actifs	Dettes et prov	Produits	Charges
Kocaman Camargo	61 500 29 023	Turquie	50,00	mise en équivalence	791	12	944	834
PT Bromélaine		Indonésie	49,40	mise en équivalence	4 105	2 201	4 448	3 719
Tecnoscent	BE 0888 870 188	Belgique	20,53	mise en équivalence	14	20	0	0

3. Information relative aux entreprises associées (et autres entités dans lesquelles le % des droits de vote ≥ 20 % et < 50 %)

3.1. Entreprises associées consolidées

Nom de l'entreprise associée	Numéro d'entreprise	Pays dans lequel l'entreprise a été enregistrée	% d'intérêt dans le capital	Actifs	Dettes et prov	Produits	Charges
Chemcom	BE 0472 909 840	Belgique	41,06	3 314	755	1 070	2 749
Nema Terra	BE 0683 893 649	Belgique	30,32	133	419	0	188
Real IPM UK		Royaume-Uni	22,74	376	1 058	0	153
Terhormon		Italie	14,98	7 541	2 916	8 222	6 681
Virunga Enzymes		R.D.C.	29,64	485	154	2 826	2 847

NOTE 31 : DONNÉES RELATIVES A L'EMPLOI

	2020		2019	
	Unité	ETP	Unité	ETP
Nombre moyen de travailleurs	2 478	2 166	2 709	2 393
Nombre de travailleurs à la fin de l'exercice	2 731	2 410	2 686	2 360

Le nombre de personnes employées par Floridienne a augmenté en 2020 par rapport à 2019.

Du personnel employé par le groupe à fin 2020 :

- 788 sont employés dans la Division Gourmet Food
- 1.671 sont employés dans la Division Life Sciences
- 267 sont employés dans la Division Chemicals
- 5 sont employés dans la Division Corporate.

En termes de répartition géographique, le groupe est bien diversifié, avec une présence dans une quinzaine de pays :

Belgique	440	Reste du Monde	1 310
Europe	981	Dont	
Dont		Maroc	398
France	560	Turquie	160
Allemagne	80	Canada	95
Roumanie	95	Mexique	186
Lituanie	81	Madagascar	8
Espagne	19	USA	13
Pays-Bas	19	Argentine	15
Royaume-Uni	15	Kenya	301
Bulgarie	89	Australie	50
Norvège	21	Autres	84
Suède	2		

NOTE 32 : NOTE RELATIVE AUX IMPACTS DE CHANGEMENTS DE PÉRIMÈTRE

Acquisition de Beneficial Insectary

Société	Description de l'activité	Mode de regroupement	Date d'acquisition	% capitaux propres acquis
Beneficial Insectary	Production et commercialisation d'insectes utiles et autres solutions biologiques pour la lutte contre les pestes agricoles	Acquisition de titres	30/11/20	100,0%

En date du 30 novembre 2020, Biobest a acquis 100% des titres de la société américaine Beneficial Insectary Inc.

Située à Redding (Californie), Beneficial Insectary est le principal producteur du marché américain de la lutte biologique intégrée et représente un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 25 millions USD. Cette société complète utilement la présence du groupe Biobest aux Etats-Unis.

Le prix d'acquisition s'élève à \$ 48,2 millions et comprend un paiement effectué en novembre 2020 pour \$ 39,0 millions et le solde à payer un an plus tard. Le coût de ce regroupement d'entreprises est exclusivement constitué des paiements effectués (et à effectuer) pour l'acquisition des parts.

Beneficial Insectary est consolidée depuis le 1er décembre 2020. Cette acquisition a entraîné la reconnaissance d'un goodwill provisoire de € 30,3 millions.

L'allocation du prix d'acquisition (IFRS 3 – Purchase Price Allocation) est en cours, et au 31 décembre 2020, une partie du prix d'acquisition a été allouée à :

- Une provision pour avantages au personnel dans le cadre d'un règlement de bonus contracté au moment de l'acquisition.
- Un contrat de location du bâtiment (IFRS 16).

Aucune cession d'activité ne devrait intervenir suite à ces regroupements d'entreprises.

Le goodwill est justifié par le know-how de cette société et par les synergies qui seront générées pour les clients existants de Biobest et notamment sur le marché USA.

Incidence sur les comptes de l'entrée dans le périmètre (montants en K€)

	Beneficial insectary 01/12/2020
Goodwill	30 274
Actifs corporels	2 668
Actifs au titre du droit d'utilisation	4 052
Actifs d'impôts différés	3 348
Stocks	1 330
Actifs court terme	1 129
Trésorerie active	1
PASSIFS ÉVENTUELS	
Dettes long terme	3 496
Dettes d'obligation locative	3 496
Dettes court terme	12 098
Dettes d'obligation locative	556
autres	11 542

	Beneficial insectary
Chiffre d'affaires (sur base annuelle et hors éliminations intercos) pour entreprises consolidées globalement	15 822,5
Chiffre d'affaires consolidé (depuis l'acquisition)	880
Résultat net annuel 2020 100%	3 779,3
Résultat net pour la période depuis regroupement	30,2
- quote part groupe	27,5
- quote part minoritaires	2,7

Société	Description de l'activité	Mode de regroupement	Date de cession	% capitaux propres cédés
IKA et filiales	IKA développe, fabrique et commercialise des stabilisants et additifs pour l'industrie du PVC.	Cession de titres	6/10/20	100,0%

Le Groupe a cédé sa filiale allemande IKA Innovation Kunststoffaufbereitung GmbH & Co KG (« IKA ») en date du 6 octobre 2020.

Basée à Bitterfeld-Wolfen (Allemagne), IKA développe, fabrique et commercialise des stabilisants et additifs pour l'industrie du PVC. Cette participation a été consolidée entièrement jusqu'au 30 septembre 2020.

La cession de l'ensemble des titres IKA a permis au Groupe de renforcer sa trésorerie et lui permettre de continuer à soutenir les filiales. Cette opération se traduit toutefois par une perte comptable de € 1,6 million pour l'exercice en cours présentée en pertes de valeur pour € 1,2 million (enregistrées au 30 juin 2020) et en résultat sur cession d'actifs non courants pour € 0,4 million.

Incidence sur les comptes de la sortie du périmètre (montants en K€)

	IKA 30/09/2020
Goodwill	2 193
Actifs incorporels	141
Actifs du droits d'utilisation	132
Actifs corporels	4 260
Actifs financiers	208
Stocks	4 110
Actifs court terme	3 476
Trésorerie active	5 321
PASSIFS ÉVENTUELS	
Dettes long terme	245
autres	245
Dettes court terme	13 240
financières	12 435
autres	805

	IKA
Chiffre d'affaires (sur base annuelle et hors éliminations intercos) pour entreprises consolidées globalement	30 812,0
Chiffre d'affaires consolidé (depuis l'acquisition)	25 304,0
Résultat net annuel 2020 100%	1 528,0
Résultat net pour la période depuis regroupement	1 528,0
- quote part groupe	1 528,0
- quote part minoritaires	0,0

Aucun ajustement ou modification des allocations de prix n'a eu lieu sur les acquisitions de l'exercice précédent pour lesquelles l'exercice d'allocation du prix d'acquisition était toujours en cours au 31 décembre 2019.

NOTE 33 : COMPTES STATUTAIRES FLORIDIENNE S.A.

Les comptes statutaires de Floridienne SA, établis sur la base du référentiel comptable applicable en Belgique montrent un total de l'actif de € 198,9 millions, des fonds propres (après répartition du résultat) de € 145,9 millions et un résultat net de l'exercice de € -5,8 millions.

La version intégrale des comptes annuels statutaires tels qu'ils seront déposés à la Banque Nationale de Belgique peut être obtenue sur simple demande au siège de la société. Ils sont également disponibles sur le site internet (www.floridienne.be).

Le commissaire a délivré une attestation sans réserve sur les comptes statutaires de Floridienne S.A. au 31 décembre 2020.

NOTE 34 – LEXIQUE – MESURE DE PERFORMANCE ALTERNATIVE (APM)

EBITDA

Earnings Before Interests, Tax, Depreciation and Amortization.

Il s'agit du Résultat Opérationnel hors amortissements et réductions de valeur

REBITDA

Recurring EBITDA.

EBITDA corrigé d'éléments non récurrents significatifs.

Cash Flow net

Il s'agit du résultat net consolidé, corrigé de l'ensemble des éléments non cash de l'exercice (amortissements, réductions de valeur, provisions, impôts différés, effets de change latents) et du résultat des sociétés consolidées par mises en équivalence.

Non-récurrent

La notion « non-récurrent » vise à indiquer que les résultats ne sont pas directement liés à l'opérationnel et sont considérés comme étant exceptionnels.

Endettement net

Il s'agit des dettes portant intérêt (à long terme et à court terme) diminuées de la trésorerie et des placements de trésorerie à court terme.

Bénéfice de base par action

Le résultat de base par action se calcule en divisant le résultat attribuable aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'exercice, à l'exclusion des actions ordinaires acquises par la Société et détenues comme actions propres.

Bénéfice dilué par action

Etant donné que la Société n'a pas d'actions potentielles (dettes convertibles, ...) ni de plans d'options le résultat dilué par action est égal au résultat de base par action (pas d'ajustements nécessaires).

Gearing ratio

Dettes nettes / fonds propres

Résultat opérationnel ajusté

Résultat opérationnel + Quote part du résultat net des sociétés mises en équivalence

Pay-out ratio

Dividende brut/quote-part groupe dans le résultat



Manhattan Office Tower
Avenue du Boulevard 21 bte 8
1210 Bruxelles
Belgique
Tél: +32 (0)2 779 02 02
www.mazars.be

SA FLORIDIENNE

Rapport du commissaire

Exercice clos le 31 décembre 2020



FLORIDIENNE SA

BE 0403.064.593

Rapport du commissaire à l'assemblée générale de FLORIDIENNE SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2020

Dans le cadre du contrôle légal des comptes consolidés de FLORIDIENNE SA (« la Société ») et de ses filiales (conjointement « le Groupe »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes consolidés ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Le tout constitue un ensemble et est inséparable.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 5 juin 2018, conformément à la proposition de l'organe de gestion émise sur recommandation du comité d'audit. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale délibérant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2020. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes consolidés de FLORIDIENNE SA durant au moins 20 exercices consécutifs.

Rapport sur les comptes consolidés

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes consolidés du Groupe, comprenant l'état de la situation financière consolidé au 31 décembre 2020, ainsi que le compte de résultats consolidé et l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et un tableau consolidé des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, ainsi que les annexes, contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives, dont le total de l'état de la situation financière consolidé s'élève à 390.756.(000) EUR et dont le compte de résultats consolidés se solde par un bénéfice de l'exercice de 8.443.(000) EUR.

A notre avis, les comptes consolidés donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du Groupe au 31 décembre 2020, ainsi que de ses résultats consolidés et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « *Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes consolidés* » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes consolidés en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe d'administration et des préposés de la société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation

Sans remettre en cause notre opinion exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention sur la Note 15 [*Autres actifs non courants et courants*] des états financiers consolidés dans laquelle est décrite l'incertitude relative à la valorisation à la juste valeur de la participation dans la société Larzul, figurant en *autres actifs financiers non courants* (2,6 MEUR), et les créances détenues sur cette société (1,5 MEUR), notamment au regard de l'évolution des procédures judiciaires empêchant le groupe d'exercer son pouvoir de contrôle sur cette société.

Points clés de l'audit

Les points clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de l'audit des comptes consolidés de la période en cours. Ces points ont été traités dans le contexte de notre audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces points.

Description du point-clé de l'audit	Comment notre audit a traité le point clé de l'audit
<p>Evaluation du goodwill</p> <p>Au 31 décembre 2020, le goodwill net repris à l'actif du bilan du Groupe FLORIDIENNE s'élève à 96.405 KEUR et représente 24,7% du total de l'actif. Le détail du goodwill est présenté dans la note [11] aux états financiers consolidés.</p> <p>Selon les IFRS [IAS 36 – <i>Dépréciation d'actifs</i>], la société doit effectuer un test annuel de perte de valeur sur le goodwill. Sur la base du test annuel de perte de valeur du goodwill, l'organe d'administration a conclu qu'aucune dépréciation du goodwill n'était nécessaire. Les principales hypothèses et sensibilités sont présentées à la note [11] des états financiers consolidés.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation du goodwill ainsi que le test annuel de perte de valeur sur ces actifs constituent un point clé de notre audit en raison</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ de l'importance de ces actifs dans les états financiers consolidés de FLORIDIENNE ; ▪ de la part de jugement et des estimations comptables nécessaires de la part de l'organe d'administration dans l'appréciation des pertes de valeurs éventuelles, qui reposent notamment sur des hypothèses (données prévisionnelles et paramètres de valorisation) qui sont influencées par les conditions économiques actuelles et futures. 	<p>Notre approche pour porter une appréciation sur l'évaluation du goodwill s'appuie sur une analyse - par sondage - détaillée des prévisions et du test de dépréciation annuel (<i>impairment test</i>). Les travaux ont, entre autres, consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ une évaluation de l'exactitude mathématique des calculs ▪ un rapprochement avec les données prévisionnelles approuvées par l'organe de gestion ▪ une analyse des hypothèses utilisées dans le processus d'analyse sous-jacent au test de dépréciation annuel préparé par l'organe d'administration, notamment les flux de trésorerie prévus, les taux de croissance, les taux d'actualisation et d'autres hypothèses pertinentes ▪ un test de "robustesse" des hypothèses au regard de l'expérience passée, notamment les hypothèses appliquées dans les modèles utilisés précédemment. <p>Finalement, nous avons évalué le caractère adéquat et approprié des informations fournies par la société dans la note [11] aux états financiers consolidés conformément à l'IAS 36.</p>
	<p>Références aux notes annexes aux comptes consolidés</p> <p>Il est fait référence à l'évaluation du goodwill à la note [11].</p>

Description du point-clé de l'audit	Comment notre audit a traité le point clé de l'audit
<p>Comptabilisation des regroupements d'entreprises</p> <p>En 2020, le Groupe FLORIDIENNE est entré dans un regroupement d'entreprises (IFRS 3 – <i>Regroupement d'entreprises</i>), par le biais de la prise de contrôle sur la société américaine Beneficials Insectary (division Life Sciences) à partir du 30 novembre 2020.</p> <p>Suite à cette opération, le groupe a procédé à une allocation provisoire du prix d'acquisition conduisant à dégager un goodwill totalisant 30.274 KEUR. L'allocation finale du prix d'acquisition n'a pas encore été finalisée, le groupe ayant 12 mois suivant la date de la prise de contrôle (IFRS 3).</p> <p>Nous avons considéré que le regroupement d'entreprises avec Beneficials Insectary était important pour notre audit en raison des jugements mis en oeuvre dans l'allocation provisoire du prix d'acquisition, notamment par rapport aux bonus contractuels prévus dans le Share Purchase Agreement (SPA).</p>	<p>En ce qui concerne la comptabilisation des regroupements d'entreprises, nous avons, entre autres,</p> <ul style="list-style-type: none"> examiné la convention d'acquisition, évalué le traitement comptable approprié et apprécié l'information reprise dans les notes aux états financiers consolidés à cet égard (note [32]). effectué des procédures spécifiques sur le bilan d'ouverture, notamment sur base des rapports de due diligence financier et légal; vérifié l'identification et la cohérence des hypothèses conduisant à la détermination de la valeur des actifs acquis et des passifs assumés par le Groupe.
	<p>Références aux notes annexes aux comptes consolidés</p> <p>Il est fait référence au regroupement d'entreprises à la note [32].</p>

Responsabilités de l'organe d'administration relatives à l'établissement des comptes consolidés

L'organe d'administration est responsable de l'établissement des comptes consolidés donnant une image fidèle conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à l'organe d'administration d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe d'administration a l'intention de mettre le Groupe en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.



Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique. L'étendue du contrôle légal des comptes ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future du Groupe ni quant à l'efficacité ou l'efficacité avec laquelle les organes d'administration ont mené ou mèneront les affaires du Groupe. Nos responsabilités relatives à l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation sont décrites ci-après.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe d'administration, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire le Groupe à cesser son exploitation ;



- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes consolidés et évaluons si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle ;
- nous recueillons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit au niveau du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons au comité d'audit notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes découlant de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Nous fournissons également au comité d'audit une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles déontologiques pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les éventuelles mesures de sauvegarde y relatives.

Parmi les points communiqués au comité d'audit, nous déterminons les points qui ont été les plus importants lors de l'audit des comptes consolidés de la période en cours, qui sont de ce fait les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport du commissaire, sauf si la loi ou la réglementation n'en interdit la publication.

Autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de l'organe d'administration

L'organe d'administration est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion sur les comptes consolidés, et des autres informations non-financières contenues dans le rapport annuel sur les comptes consolidés.

Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire (version révisée 2020) aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport de gestion sur les comptes consolidés et les autres informations contenues dans le rapport annuel sur les comptes consolidés, ainsi que de faire rapport sur cet élément ces éléments.

Aspects relatifs au rapport de gestion sur les comptes consolidés et aux autres informations contenues dans le rapport annuel sur les comptes consolidés

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion sur les comptes consolidés, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes consolidés pour le même exercice et a été établi conformément à l'article 3 :32 du Code des sociétés et des associations.



Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion sur les comptes consolidés et les autres informations contenues dans le rapport annuel sur les comptes consolidés (à savoir les sections Profil du Groupe, Chiffres clés du Groupe et la Déclaration du gouvernance d'entreprise) comportent une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer. En outre, nous n'exprimons aucune assurance raisonnable sur le rapport de gestion ni les autres informations reprises dans le rapport annuel.

L'information non financière requise par l'article 3 :32, § 2 du Code des sociétés et des associations est reprise dans le rapport de gestion sur les comptes consolidés, section « *Déclaration dans le cadre de l'information non financière / Corporate Social Responsibility* ». Pour l'établissement de cette information non financière, le Groupe ne s'est pas basé sur un cadre de référence européen ou international reconnu. Nous n'exprimons aucune assurance sur des éléments individuels repris dans cette information non financière.

Mentions relatives à l'indépendance

- Notre cabinet de révision et notre réseau, n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes consolidés et notre cabinet de révision est resté indépendant vis-à-vis du Groupe au cours de notre mandat.
- Les honoraires relatifs aux missions complémentaires compatibles avec le contrôle légal des comptes consolidés visées à l'article 3 :65 du Code des sociétés et des associations ont correctement été valorisés et ventilés dans l'annexe des comptes consolidés.

Autres mentions

- Le présent rapport est conforme au contenu de notre rapport complémentaire destiné au comité d'audit visé à l'article 11 du règlement (UE) n° 537/2014.

Bruxelles, le 29 avril 2021

MAZARS RÉVISEURS D'ENTREPRISES SCRL

Commissaire

Représentée par

Signé

électroniquement par

Lenoir Peter Paul S

Date : 29/04/2021

15:16:05

Peter LENOIR

CALENDRIER FINANCIER

Première déclaration intermédiaire	28 mai 2021
Assemblée générale	1 juin 2021
Résultats semestriels	30 septembre 2021
Seconde déclaration intermédiaire	30 novembre 2021



FLORIDIENNE
GROUP

Drève Richelle 161 P, bte 4, Waterloo Office Park, B- 1410 WATERLOO - www.floridienne.be